

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Dossier

N° 511 du 15.02.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci:: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

1 Dossier

1-1 [Tariq Ramadan](#) : Egypte - Palestine : Le mur de la honte.

1-2 Israël: la fin du tabou.

1-3 Gideon Levy : « Comment parler de paix et construire des colonies ? ».

1-4 Judy Dempsey : [La proximité de Merkel avec Israël lui coûte son influence.](#)

1-5 Mounadil Djazaïri : La passion d'Angela Merkel pour le sionisme.

2 Déclaration, courrier des lecteurs & témoignage

2-1 Ewa Jasiewicz : Opération Plomb Durci à Gaza : "Nous sommes tous complices".

2-2 Israël n'a pas sérieusement enquêté sur des crimes de guerre à Gaza.

2-3 Mounir Chafiq : Le droit de résister à l'occupation et à l'agression.

2-4 Ali Waked : 2010 nous verra battre l'occupation.

2-5 [Silvia Cattori](#) Rencontre avec George Galloway.

2-6 Le Hamas dénonce une stratégie d'élimination, en Cisjordanie.

2-7 Abbas : « Je soutiens le mur égyptien »

2-8 Après la mort d'Al-Mabhouh : Une liste de liquidation de 12 chefs militaires palestiniens.

2-9 L'occupation israélienne change le visage de la ville d'Al-Quds.

2-10 Jérusalem 2020: les Israéliens majoritaires, la présence arabe réduite à 12% ...

2-11 Une quinzaine de blessés dans des heurts israélo-palestiniens.

2-12 Ilan Pappé : « Le sionisme était un mouvement colonial ».

2-13 Ramzy Baroud : La Turquie saisit sa chance historique.

2-14 Juan Gelman : Ce que pensent les Us américains d'en bas et ceux d'en haut : Le borgne est roi.

2-15 Rapport Goldstone : Les poursuites judiciaires contre Israël, où en est-on?

Tiré à part

Walid Atallah : Appel à la dissolution de l'Autorité Palestinienne et au jugement de ses responsables.

La guerre menée par Israël contre la population de Gaza l'année dernière a laissé derrière elle plus de 7.000 victimes dont plus de 1.500 tués et plus de 5000 blessés et des dizaines de milliers de sans abris, qui s'ajoutent aux victimes du blocus international, égyptien et israélien, qui tue chaque jour du fait du manque de médicaments, d'hospitalisation et de nourriture.

Dans le reste de la Palestine historique, la colonisation israélienne et la chasse à la résistance continuent avec la collaboration des services de sécurité de l'autorité palestinienne. Les responsables de cette "autorité" ont récemment publiquement reconnu que les 16 ans de négociations étaient un échec. Ce qui ne les empêche pas de continuer à négocier, par l'intermédiaire des Etats-Unis.

A l'époque de Yasser Arafat, les Israéliens et les Américains, et d'autres, avaient déclaré qu'il constituait l'obstacle à la paix, car il ne « luttait pas » contre les « terroristes » qui empêchaient le « processus de paix d'aboutir ».

Après l'empoisonnement de Yasser Arafat en 2004, j'avais écrit, le 16 novembre, les lignes suivantes concernant son assassinat : « Au vu des déclarations américaines, israéliennes et autres, il est certain que la mort de Yasser Arafat sert directement les intérêts de ces derniers qui désirent trouver "une direction palestinienne prête à négocier", c'est à dire à signer l'acte de capitulation face à l'impérialisme américain et au sionisme de l'Etat d'Israël. Cela révèle que ces derniers n'ont pas renoncé à mettre à genoux le peuple palestinien et le pire est peut être à venir. »

En effet, le pire est venu pour les Palestiniens de Gaza avec la bénédiction des responsables de l'autorité, dont certains sont aussi des responsables de l'OLP.

On ne peut oublier les déclarations de Yasser Abed Rabo, secrétaire général du comité exécutif de l'OLP et responsable au sein de l'autorité, qui a affirmé qu'Israël aurait dû « terminer le travail » en écrasant la résistance à Gaza, ni celles de Abou Mazen, selon qui la guerre menée contre Gaza était due aux agissements du Hamas.... S'il est vrai que le Hamas a commis des erreurs, on ne peut lui imputer une telle responsabilité.

Ce qui se passe aujourd'hui se situe dans la continuité de la logique enclenchée par les accords d'Oslo de 1993 qui ont créé l'autorité palestinienne dans l'unique but de mater la résistance palestinienne.

Le texte de ces accords stipule que « l'autorité doit empêcher tout acte de violence contre Israël ». Sur cette base, les arrestations des militants par Israël et l'autorité palestinienne n'ont jamais cessé jusqu'à ce jour.

L'autorité a ainsi été constituée, et a servi, en tant que force supplétive et collaboratrice de l'occupation.

Aujourd'hui, il faut savoir que le budget de l'autorité est financé principalement par les Etats-Unis et l'Europe, ce qui sert directement à la corruption des responsables de cette autorité et au recrutement et à l'entraînement des forces palestiniennes de sécurité sous la supervision du général américain Dayton qui de fait est le véritable gouverneur de l'autorité palestinienne aidé par des collaborateurs comme Mohamed Dahlan et ses « brigades de la mort ».

L'autorité s'est complètement discréditée depuis l'empoisonnement de Yasser Arafat, par les prises de positions de ses responsables durant et après la guerre contre Gaza, jusqu'à l'approbation dernièrement par Mahmoud Abbas de la construction du MUR par l'Égypte pour renforcer le blocus contre Gaza et la récente participation de Salam Fayadh, le « premier ministre de cette autorité », à la conférence annuelle de Hertzeliya sur la « sécurité nationale israélienne » qui a condamnée la résistance.

Yasser Arafat avait refusé d'être l'homme de la capitulation et c'est pour cela qu'il a été empoisonné.

Quand j'avais écrit cela en novembre 2004, Leila Shahid, le Fatah et ses officines en France m'avaient traité de fou furieux, et affirmé qu'il ne fallait pas parler d'empoisonnement de Yasser Arafat. En 2009, après 5 ans de silence sur ce crime classé sans suite, et sans qu'aucune enquête n'ait été diligentée, le 6ème congrès du Fatah s'est tenu avec la permission et sous le contrôle de la puissance d'occupation, ce qui est une honte pour un mouvement qui se prétend un mouvement de libération nationale et déclare du bout des lèvres, que la responsabilité de la mort de Yasser Arafat est imputée à Israël...

Quelle est l'alternative ?

Beaucoup se posent cette question : quelle est l'alternative ? En réponse, il faut partir du vécu du peuple palestinien, qu'il soit à Gaza, en Cisjordanie, dans le reste de la Palestine, en Galilée, ou ailleurs dans le monde. Sur plus de 10 millions de Palestiniens dans le monde, près de la moitié vit l'occupation et l'autre vit l'exil. Le peuple palestinien vit et résiste sur sa terre historique contre cette occupation et continue de revendiquer son droit au retour sur sa terre. Voilà, c'est ça l'alternative, c'est la même qu'il y a 62 ans depuis la Nakba de 1948 : résistance et droit au retour.

Le peuple palestinien paie tous les jours le prix de cette alternative en Palestine occupée ou en exil ainsi que les fautes de ses soit disant dirigeants. Parfois il la paye de son sang comme à Gaza, ou à Naplouse dernièrement quand des militants sont pourchassés et exécutés parfois par l'armée israélienne et d'autres fois par les forces de sécurité de l'autorité palestinienne.

A ceux qui se posent la question de l'alternative, il faut leur dire qu'ils doivent prendre en compte cette réalité-là et soutenir la résistance du peuple palestinien et ses revendications les plus élémentaires à vivre libre sur sa terre et à y retourner. Il faut dire en outre au mouvement de solidarité que la Palestine ne se résume pas à la Cisjordanie, Gaza et Jérusalem Est. La Palestine s'étend de la mer méditerranée au fleuve du Jourdain.

La Palestine, c'est la Galilée, c'est Akka, Haïfa, Jaffa, Tibériade, Safad, Saffouriya, c'est Bir El Sabe', c'est le désert du Naqab, et aussi et surtout c'est sa capitale Al Qods, dans son entière totalité.

Voilà ce qu'est la Palestine et nous Palestiniens, nous revendiquons notre terre historique et nous revendiquons le droit au retour sur cette terre et nous revendiquons le droit d'y établir un seul Etat démocratique : la Palestine. Pour faire court, Libération et Retour, voilà les mots-clés du mouvement national palestinien de libération, tels qu'ils ont été inscrits dans la charte nationale palestinienne de 1968.

Pour conclure :

Les raisons qui ont conduit Israël à mener des guerres contre le Liban en juillet-août 2006 et contre Gaza il y a un an, sont toujours présentes, à savoir la résistance émanant d'organisations ou du peuple tout simplement. L'Etat colonial d'Israël et ses alliés, dont les Etats-Unis, la France et la Grande Bretagne, ne peuvent supporter cette résistance, même à travers un seul Kalachnikov. En attestent les dernières déclarations de Bernard Kouchner, ministre français des Affaires Etrangères, qui déclarait lors de sa réception du Premier ministre libanais, que le danger pour le Liban venait du Hezbollah et non d'Israël, qui avait détruit le Liban en 2006.

Il est clair qu'Israël prépare une nouvelle guerre contre le Liban, et le Hezbollah en particulier, et qu'il va accentuer sa guerre contre le peuple palestinien à Gaza et ailleurs, parce qu'il n'a pas atteint ses objectifs dans les guerres précédentes.

Dans ce contexte, nous devons, en tant que mouvement de solidarité, nous organiser dans la perspective de nouvelles guerres, et surtout ne plus fermer les yeux sur le rôle de l'autorité palestinienne et de ses responsables, lesquels ne méritent que d'être jugés pour leurs agissements, en leur qualité de collaborateurs de la puissance occupante.

Oui il faut les juger car si nous sommes cohérents avec nous même et avec ce que nous déclarons au sein du mouvement de solidarité quand nous condamnons Israël pour le blocus, ses crimes de guerres et quand nous parlons du rapport Goldstone, il faut au même titre condamner les responsables de l'autorité qui approuvent le MUR du blocus meurtrier que construit l'Egypte et qui de fait inflige une punition collective à près d'un million et demi de personnes ce qui constitue aussi un crime de guerre.

Oui il faut les juger quand Abbas envoie ses forces de sécurité pourchasser et abattre les résistants palestiniens. Oui il faut les juger quand l'autorité non seulement ne veut pas présenter le rapport Goldstone aux instances internationales sur ordres entre autres des Etats-Unis et quand cette même autorité ne mène aucune enquête concernant la guerre contre Gaza comme la reconnu Ban Ki Moon – le secrétaire général des Nations-Unis – Tout cela pour ne pas gêner la puissance coloniale et ne jamais traduire les responsables israéliens devant des tribunaux.

Le mouvement de solidarité doit prendre en compte cette situation et déterminer clairement sa position, car le peuple palestinien en paie tous les jours le prix.

La solidarité avec le peuple palestinien ne peut admettre le maintien d'une entité coloniale aux côtés de la Palestine, ni cautionner une autorité de collaboration, qui doit être dénoncée et condamnée en tant que telle.

Walid Atallah :

Membre de l'association des Palestiniens en France AL JALIYA

Paris, le 15 février 2010

<http://www.aloufok.net:80/spip.php?article1455>

1 Dossier

1-1 Tariq Ramadan : Egypte - Palestine : Le mur de la honte.

On savait que les Palestiniens étaient depuis longtemps les victimes directes des politiques arabes chaotiques, veules et hypocrites. On savait que l'Etat d'Israël n'avait au fond pas de grands efforts à faire pour imposer sa vision, ses méthodes et ses objectifs : avec les Etats-Unis, le silence complice de l'Europe, et la complicité passive des Etats arabes, la cause était entendue. D'aucuns ont même parlé, avec quelque raison, de la « politique pro-sioniste » des Etats arabes. Nous savions les lâchetés et les trahisons : rien de nouveau à l'horizon.

On avait pu croire que le pire fut atteint avec l'offensive meurtrière et criminelle des forces israéliennes sur Gaza il y a un an. C'était sans compter sur la capacité créatrice du « pire encore » qu'allait nous offrir l'Etat égyptien et la délégation des « autorités religieuses » d'al-Azhar. Au nom de « la sécurité nationale », contre « le terrorisme », et, enfin, pour lutter contre « la corruption », la « contrebande » et « le trafic de drogue » des « indisciplinés » de Gaza, le gouvernement égyptien a décidé de construire un mur souterrain de plus de vingt mètres de profondeur afin d'empêcher que les « Gazaouis » continuent leurs actes « illégaux » de construction des « tunnels de la contrebande ». Le gouvernement égyptien n'a bien sûr aucune intention de cloîtrer les habitants dans leur enfer ; il s'agit, à l'évidence, d'une question de sécurité nationale ! Cela est tellement vrai que le comité des savants d'al-Azhar a cautionné ladite décision en affirmant qu'il était « islamiquement légitime » (« conforme à la sharī'a ») de protéger ses frontières (ceux ci répondaient à une fatwa de l'Union mondiale des savants musulmans qui disait exactement le contraire, à savoir que cette décision était « islamiquement inacceptable »).

Quelle honte !

Comment ose-t-on jouer avec la justice, instrumentaliser ainsi le pouvoir et la religion. Le peuple palestinien, et au premier rang duquel les habitants de Gaza, vivent un déni de dignité et de droit, ils n'ont plus accès à la nourriture, à l'eau et aux soins, et voilà que le gouvernement égyptien se fait l'allié de la pire politique israélienne : isoler, étrangler, affamer, étouffer les civils palestiniens après les avoir décimés par centaines. Il est question de faire plier la résistance et d'acculer les leaders. Le gouvernement égyptien a bloqué les différents convois qui

cherchaient à secourir le peuple palestinien avec l'espoir de lever le blocus sur Gaza. La mobilisation qui a permis à des centaines de femmes et d'hommes du monde entier de se réunir à Rafa a essuyé refus sur refus de la part du pouvoir du Caire, le tout agrémenté de quelques humiliations ciblées.

Quelle honte vraiment !

Le gouvernement israélien peut sourire. Au même moment, on nous annonce un lancement nouveau et « prometteur » du « processus de paix » !! Toutes les parties y trouveraient leur compte, nous dit-on, et les Etats-Unis, soutenus par l'Arabie Saoudite et ... l'Egypte, ont grandement participé à l'élaboration de ce « programme complet ». Beau « processus de paix » au nom duquel il aura fallu soumettre des civils à des mois de boycott avant d'inviter leurs leaders à des tables de négociations « très libres » et « très respectueuses ». Le gouvernement israélien peut sourire, à l'évidence : il gagne encore du temps et ne perd sur aucun dossier. Sa politique de peuplement sera temporairement gelée...sauf les constructions déjà engagées. Belle négociation en vérité !

Il faut le dire et le répéter : le « mur-égyptien-de-sécurité-nationale » est une honte.

Les autorités religieuses qui l'ont, de surcroît, légitimé ont agi comme ces fameux « ulamâ » (savants musulmans) ou « conseils islamiques » soumis qui aux pouvoirs, qui aux dictatures, qui aux forces coloniales ou qui encore aux quelconques Républiques peu cohérentes et manipulatrices des religieux. Que peut-il rester de leur crédibilité avec l'émission d'une telle « fatwa politique » qui ajoute à la dictature du pouvoir la caution islamique de la lâcheté des savants (ulamâ) ? Le silence eut été préférable.

Il faut dénoncer l'inacceptable et demeurer aux côtés de celles et de ceux qui résistent dans la dignité. S'il est une chose que les gouvernements israéliens successifs savent, et avec laquelle nous sommes d'accord, c'est que le peuple palestinien ne cédera pas. Et pour ceux qui auraient quelques doutes, ajoutons à cette certitude, une seconde vérité du temps : l'Histoire est du côté des Palestiniens et ce sont eux qui représentent pour aujourd'hui et pour demain l'espoir des valeurs humaines les plus nobles. Résister à l'opresseur, défendre ses droits légitimes et sa terre, et ne jamais céder à l'arrogance et aux mensonges des puissants. Quant aux pouvoirs israéliens, égyptiens ou autres, ou encore les fatâwâ (plur. de fatwa) des ulamâ appointés, ils passeront, ils passeront très certainement et seront heureusement oubliés. Heureusement. Le devoir de mémoire se meut en invitation à l'oubli quand il s'agit des noms et des agissements des dictateurs, des traitres et des lâches.

[Tariq Ramadan](http://www.tariqramadan.com/spip.php?article10973)

9 janvier 2010

<http://www.tariqramadan.com/spip.php?article10973>

1-2 Israël: la fin du tabou.

La farce du sommet de Copenhague sur le Changement Climatique a confirmé la réalité d'une guerre mondiale menée par les riches contre la majorité de l'humanité. Elle a aussi révélé l'existence d'une résistance qui grandit comme jamais auparavant : un internationalisme qui associe la sauvegarde de la planète terre avec les droits de l'homme universels, et exige que justice soit faite pour tous ceux qui envahissent et dépossèdent en toute impunité.

La résistance palestinienne au vol de leur pays a atteint un tournant en 2001 lorsqu'Israël fut qualifié d'Etat d'apartheid lors d'une conférence des Nations Unies sur le racisme à Durban, en Afrique du Sud.

Selon Nelson Mandela, la justice pour les Palestiniens constitue « le plus grand enjeu moral de notre époque ». L'Appel de la Société Civile Palestinienne pour le Boycott, le Désinvestissement et les Sanctions (BDS), fut lancé le 9 juillet 2005, dans l'esprit du grand mouvement non-violent qui a balayé le monde et provoqué l'effondrement de l'Apartheid africain. « Au cours des décennies d'occupation et de vols, » a écrit Mustafa Barghouti, une voix de la sagesse dans le paysage politique palestinien, « 90% de la lutte palestinienne a été non-violente... »

Une nouvelle génération de dirigeants palestiniens s'adressent au monde exactement comme Martin Luther King l'aurait fait. Ce même monde qui rejette tout recours à la violence de la part des Palestiniens, même dans les cas flagrants de légitime défense, pourrait-il nous reprocher la non-violence employée par des hommes tels que King et Ghandi ? »

Aux Etats-Unis et en Europe, les syndicats, les associations universitaires et les grandes églises ont ravivé les stratégies et tactiques employées contre l'apartheid sud-africain.

Lors d'une résolution adoptée par 431 voix contre 62, l'église Presbytérienne des Etats-Unis a voté en faveur « d'un processus de désinvestissement progressif et sélectif contre les multinationales qui font des affaires avec Israël ». Cette décision avait été précédée par le jugement rendu par la Cour Internationale de Justice déclarant le mur d'Israël et ses « colonies » comme illégales. Un jugement similaire avait été rendu par la Cour en 1971 pour condamner l'occupation de la Namibie par l'Afrique du Sud, déclenchant ainsi un boycott international.

A l'instar de la campagne contre l'Afrique du Sud, la question centrale est le respect de la loi. Aucun état ne se permet de violer le droit international avec autant de désinvolture qu'Israël. En 1990, une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU qui exigeait le retrait de Saddam Hussein du Koweït était pratiquement mot à mot la même que celle qui exigeait le retrait d'Israël de la Cisjordanie. Les Etats-Unis et leurs alliés ont attaqué et chassé l'Irak alors qu'Israël a toujours été choyé. Le 11 décembre (2009), le Président Obama a annoncé une « aide » de 2,75

milliards de dollars pour Israël, un acompte sur les 30 milliards que les contribuables américains en plein marasme économique devront sortir au cours des dix années à venir.

L'hypocrisie est désormais bien comprise aux Etats-Unis, où les campagnes de boycott deviennent monnaie courante. Une campagne sur le thème de « la beauté volée » est menée contre les produits de beauté Ahava qui sont fabriqués illégalement dans des « colonies » de la Cisjordanie et a forcé la compagnie à se séparer de son « ambassadrice », la célèbre Kristin Davis, star de la série Sex and the City. En Grande-Bretagne, Sainsbury's et Tesco sont sous pression pour révéler quels sont leurs produits fabriqués dans les « colonies » dont la commercialisation viole l'accord de commerce entre l'Union Européenne et Israël.

En Australie, un consortium dont fait partie la compagnie française Veolia a perdu un marché d'un milliard de dollars pour une usine de désalinisation suite à une campagne révélant le projet de Veolia de construire une ligne de tram reliant Jérusalem aux « colonies ». En Norvège, le gouvernement a retiré son soutien à une société de haute-technologie israélienne, Elbit, qui a participé à la construction du mur qui traverse la Palestine. Il s'agit du premier boycott officiel d'un pays occidental. « Nous ne souhaitons pas financer des entreprises qui participent aussi ouvertement à la violation du droit humanitaire international », a déclaré le ministre des finances norvégien. En 2005, une association de professeurs d'université en Grande-Bretagne (Association of University Teachers in Britain - AUT) a voté en faveur d'un boycott des institutions universitaires israéliennes complices de l'oppression contre les Palestiniens. La campagne de l'AUT a du faire marche arrière lorsque le lobby pro-israélien a déclenché une vague d'attaques personnelles et d'accusations d'antisémitisme. L'écrivain et militant palestinien Omar Barghouti l'a qualifié de « terrorisme intellectuel » : une perversion intellectuelle qui transforme en antisémitisme toute opposition au racisme exercé contre les Palestiniens. Cependant, pratiquement tout a changé après l'attaque israélienne contre Gaza le 27 décembre 2008. La première campagne étatsunienne pour un boycott universitaire et culturel d'Israël a été lancée, en présence de Desmond Tutu. Lors de sa conférence de 2009, le Congrès des Syndicats Britannique a voté en faveur d'un boycott de la consommation. Le « tabou israélien » venait de tomber.

Parallèlement, on assiste à un développement rapide de la loi pénale internationale depuis l'affaire Pinochet en 1999 lorsque l'ancien dictateur du Chili fut placé en résidence surveillée en Grande-Bretagne. Les criminels de guerre israéliens courent désormais le risque d'être traînés en justice là où s'appliquent des lois à « juridiction universelle ». En Grande-Bretagne, la Convention de Genève de 1957 est renforcé par le rapport de l'ONU sur Gaza du juge Richard Goldstone qui en décembre a obligé un juge londonien à émettre un mandat d'arrêt pour crimes contre l'humanité contre Tzini Livni, ancien ministre des affaires étrangères d'Israël. Au mois de Septembre, seule une immunité diplomatique a évité à Ehud Barak, ministre de la défense d'Israël lors de l'assaut contre Gaza, d'être arrêté par Scotland Yard.

Il y a un an à peine, 1400 personnes sans défense à Gaza furent assassinées par les Israéliens. Le 29 décembre dernier, Mohamed Jassier était le 367e habitant de Gaza à mourir parce que les médicaments qui auraient pu le sauver sont interdits par Israël. Gardez cela bien à l'esprit la prochaine fois qu'une chaîne de télévision « équilibrera » de telles souffrances avec les protestations sournoises des oppresseurs.

Une dynamique a été enclenchée. Pour la première commémoration de l'atrocité de Gaza, une grande procession humanitaire de 42 pays – musulmans, juifs, chrétiens, athées, jeunes et vieux, syndicalistes, artistes, musiciens et ceux qui menaient les convois de nourriture et de médicaments – a convergé vers l'Egypte, et même si la dictature au Caire à la solde des Etats-Unis a empêché la majorité d'atteindre Gaza, les gens dans cette prison à ciel ouvert savaient qu'ils n'étaient pas seuls, et des enfants ont grimpé sur les murs pour hisser des drapeaux palestiniens. Et ce n'est que le début.

Source: [Le Grand Soir](#)

3/2

<http://groups.google.be/group/medias-mensonges-desinformation?hl=fr>

1-3 Gideon Levy : « Comment parler de paix et construire des colonies ? ».

Françoise Germain-Robin : Entretien avec Gideon Lévy

Né en 1955, à Tel-Aviv, journaliste israélien et membre de la direction du quotidien Haaretz, Gideon Levy dénonce inlassablement les violations commises contre les Palestiniens et le recours systématique à une violence qui déshumanise les peuples dressés l'un contre l'autre.

Gideon Levy occupe une place particulière dans la presse israélienne, celle de l'imprécateur.

Ses éditoriaux et ses chroniques dans le quotidien Haaretz sont autant d'actes d'accusation contre la politique d'occupation et de colonisation de son pays, Israël, à l'égard des territoires palestiniens. Il est l'un des rares journalistes à s'être dressé contre la guerre à Gaza.

De passage à Paris, où il présentait le recueil de ses articles publié par Éric Hazan (1), il nous a accordé un long moment.

Quand on lit vos articles, on se dit que vous y allez fort dans la critique d'Israël, beaucoup plus que ce que peuvent se permettre la plupart des journalistes français...

Gideon Levy. Je sais. J'ai donné une fois une interview à TF1 et après cela, le journaliste m'a téléphoné pour s'excuser de ne pas pouvoir diffuser mes propos car s'il le faisait, il serait accusé d'antisémitisme et il aurait des ennuis. J'ai donc de la chance d'être dans un journal qui me laisse toute liberté et qui m'a toujours soutenu, même s'il arrive souvent que des lecteurs protestent et même se désabonnent à cause de mes articles.

Êtes-vous nombreux dans ce cas ?

Gideon Levy. Je ne suis pas tout à fait seul mais presque. Il y a aussi Hamira Hass. À part nous deux, je ne vois personne d'autre.

Il y avait aussi Amnon Kapeliouk, qui était un grand ami et qui est mort l'été dernier.

Gideon Levy. Oui, il avait ouvert la voie bien longtemps avant moi. Il était à Yediot Aharonot, mais il n'y écrivait plus ces dernières années. Il collaborait encore au Monde diplomatique. Une semaine avant sa mort, il a demandé à me parler et je lui ai téléphoné, mais son esprit n'était déjà plus là.

Pourquoi occupez-vous une place si particulière ? Est-ce en raison de votre formation ?

Gideon Levy. Non. Il n'y a qu'une seule raison à mon attitude. À la fin des années 1980, au moment de la première Intifada, j'ai commencé à visiter les territoires occupés, à la fois la Cisjordanie et la bande de Gaza. Semaine après semaine, j'ai réalisé qu'il se passait là un drame, mais un drame dont personne en Israël ne voulait entendre parler. Si je n'étais pas allé dans les territoires occupés à ce moment-là, je ne serais pas devenu ce que je suis. Je serais comme la majorité des Israéliens.

Votre milieu familial était-il de gauche ?

Gideon Levy. Absolument pas. À la différence d'Hamira Hass, dont la famille était communiste, je viens d'une famille totalement apolitique. Mes parents venaient d'Europe et appartenaient à la classe moyenne. Mon père était un Allemand des Sudètes, un réfugié typique. Il a vécu soixante ans en Israël sans réussir à y trouver sa place. Il avait tout laissé là-bas, sa vie, ses parents, sa fiancée. Il avait fait du droit mais n'a pas pu le pratiquer en Israël, c'était trop différent. Il a travaillé dans une ferme. Mais il ne parlait jamais de tout cela. Il avait fermé la porte du passé et ne voulait surtout pas l'ouvrir. Il était traumatisé par son exil. Il a rencontré ma mère en Israël. Elle était née en Tchécoslovaquie et était venue en 1939, à l'âge de seize ans. Ils se sont rencontrés en 1945. Elle était infirmière mais n'a jamais exercé. On parlait allemand à la maison. Mais on ne parlait ni du passé ni de politique.

Où êtes-vous né ?

Gideon Levy. À Tel-Aviv. J'aime cette ville. C'est ma ville. Il s'y passe beaucoup de choses, c'est très vivant. C'est à la fois une Babel et une bulle. J'ai besoin de cette bulle pour me ressourcer quand je reviens des territoires, à la différence d'Hamira Hass qui vit à Ramallah et qui déteste Tel-Aviv. Moi, j'en ai besoin. De son agitation, de ses cafés, de sa culture, de son ambiance. Beaucoup de ceux qui viennent manifesté leur solidarité avec les Palestiniens ne vont jamais à Tel-Aviv, ils se contentent de passer par l'aéroport. C'est un tort. C'est très différent de Jérusalem, où la tension est permanente? : entre Ashkénazes et Séfarades, entre laïcs et religieux, avec les Palestiniens. Où que l'on se tourne, à Jérusalem, cela sent l'occupation.

Comment êtes-vous devenu journaliste ?

Gideon Levy. C'était un de mes rêves d'enfant? : je voulais être chauffeur de bus, premier ministre ou journaliste? ! Alors j'ai fait Sciences-Po et pendant le service militaire, j'ai travaillé pour la télévision de l'armée. Puis j'ai fait une incursion en politique, en travaillant pour Shimon Peres. Cela a duré de 1978 à 1982, à raison de 16 heures par jour? ! À l'époque, il était le chef de l'opposition, j'avais confiance en lui. Maintenant, je sais qu'il a une très grande responsabilité dans la colonisation et dans bien des mauvaises choses. Il montre au monde une belle image d'Israël, mais c'est du bluff. Il n'a pas mérité son prix Nobel de la paix. Comment peut-on parler de paix et en même temps construire des colonies? ? C'est ce qu'il a fait et c'est même lui qui a commencé? : il était ministre de la Défense quand on a construit la première colonie à Hébron et il a laissé faire. Quiconque construit des colonies ne veut pas la paix, ne peut pas être un homme de paix.

Comment expliquez-vous que la colonisation ait continué après les accords d'Oslo, qui étaient censés conduire à la paix?

Gideon Levy. Parce qu'il n'y avait pas un mot sur les colonies dans ces accords. C'est une des raisons de leur échec. Je pense que c'est une grosse erreur d'Arafat de n'avoir pas exigé l'arrêt de la colonisation. C'est une erreur que je comprends, car il voulait arriver à quelque chose qui serait construit sur la confiance réciproque, il voyait cela comme un premier pas. Mais c'est une erreur historique, car, à l'époque, cela aurait été plus facile que maintenant de démanteler les colonies? : il y en avait beaucoup moins, même pas la moitié.

Que pensez-vous de cette phrase de Mofaz (2) qui dit que vos articles dans Haaretz prouvent qu'Israël est une démocratie ?

Gideon Levy. Je n'ai pas entendu cette phrase. Mais ce n'est pas une preuve, et Israël n'est pas une démocratie. Sauf pour les juifs? ! Comme juif, c'est vrai, j'ai toute liberté d'écrire ce que je veux. Sans doute plus que je n'en aurai en Europe. Je ne suis pas sûr que si j'avais été citoyen d'un pays européen en guerre, on m'aurait laissé publier un article contre la guerre dès le premier jour. C'est ce que j'ai fait l'an dernier, au premier jour de la guerre contre Gaza.

D'où vient cet amour pour Gaza que vous proclamez? ? C'est plutôt à contre-courant en Israël...

Gideon Levy. Ce que j'aime, c'est le peuple de Gaza. C'est un peuple que je trouve très beau. Parce qu'il a tant souffert, depuis si longtemps, et qu'il a su, dans cette misère et ces humiliations qu'on lui a imposées, garder sa dignité et son humanité. La plupart des habitants de Gaza sont des réfugiés de 1948, il ne faut pas l'oublier. Ils ont vécu depuis des décennies des choses horribles et ils ne se sont pas brisés. Ils ne sont pas des grands combattants – de toute façon, que peuvent-ils faire contre la puissance de l'armée israélienne? ?

Mais ils résistent en essayant, malgré tout ce qu'ils endurent, de mener une vie normale. Dans ce grand camp de concentration qu'est la bande de Gaza, ils sont très pauvres, mais ils restent humains et chaleureux. Ils sont enfermés mais ils restent ouverts aux autres.

Comment expliquez-vous qu'ils aient voté en majorité pour le Hamas ?

Gideon Levy. Parce qu'ils étaient déçus par le Fatah et l'OLP, qui ne leur avaient pas apporté la paix promise, ni

la sécurité, ni la fin de l'occupation. Le Hamas était la seule alternative. Les dirigeants du Hamas se présentaient comme plus propres. Ils se donnaient l'image de véritables résistants alors que le Fatah continuait d'accepter des négociations vides de contenu, « pour la galerie », avec Israël. À mon avis, beaucoup ont voté pour le Hamas à regret, par désespoir, parce qu'ils voyaient l'avenir en noir.

Et vous, comment le voyez-vous ?

Gideon Levy. En noir, et même en très noir. Pas seulement pour les Palestiniens. Pour nous, Israéliens, aussi. Il n'y a aucune perspective parce qu'Israël n'a payé aucun prix pour l'occupation et la colonisation des territoires palestiniens. Donc, cela va continuer. Il n'y a pas de pression suffisante pour que cela change, ni de l'intérieur où le camp de la paix est très faible, ni de l'extérieur. Obama a échoué à faire plier Netanyahu et se désintéresse de la question. L'Europe le suit et ne fait rien. Elle porte une très lourde responsabilité dans ce qui est arrivé à Gaza et dans la poursuite du blocus qui étouffe un million et demi de Palestiniens. Elle leur avait promis qu'il serait levé, qu'il y aurait des fonds et des moyens pour la reconstruction. Il n'y a toujours rien et Gaza est à nouveau complètement oublié. Va-t-il falloir à nouveau des Kassam pour qu'on s'y intéresse? ? C'est cela qui est terrible.

N'y a-t-il pas un espoir de voir la justice internationale s'en mêler après le rapport Goldstone ?

Gideon Levy. Non, les États-Unis vont le bloquer. Le rapport dit qu'il y a eu crimes de guerre, ce qui veut dire qu'il y a des criminels de guerre. Normalement, c'est à Israël de les juger, comme le demande le rapport. Mais Israël refuse et c'est donc au monde de le faire. Où est-il aujourd'hui, ce monde qui a applaudi le juge Goldstone quand il s'occupait des Balkans et du Rwanda? ? Pourquoi a-t-il une attitude si différente lorsqu'il s'agit d'Israël? ? C'est pourtant le même juge, avec la même compétence et le même sérieux. Mais les Américains ne le laisseront pas aller jusqu'au bout parce qu'ils soutiennent Israël et parce qu'ils ont peur pour eux-mêmes, à cause de leurs propres crimes en Irak et en Afghanistan.

Où en sont les négociations pour l'échange du soldat Shalit contre des prisonniers palestiniens, parmi lesquels Marwan Barghouti et peut-être aussi Salah Hamouri ?

Gideon Levy. Je rappelle qu'il y a 11 000 prisonniers palestiniens dans nos prisons qui, pour la plupart, comme Salah Hamouri, n'ont rien fait et sont des prisonniers politiques. En ce qui concerne Barghouti, je ne suis pas sûr qu'Israël accepte de le libérer. Netanyahu le considère comme une menace car il peut devenir un partenaire pour la paix. Je le connais très bien. Nous sommes allés ensemble à Strasbourg et en Espagne après Oslo. C'est un véritable homme de paix, mais il a toujours dit? : « Si vous ne voulez pas cesser l'occupation, nous mènerons la lutte armée. » Je crois que lui seul est capable de réunifier les Palestiniens, mais je ne suis pas sûr qu'Abou Mazen tienne beaucoup à le voir libre.

Votre pessimisme est donc total ?

Gideon Levy. Non. Je crois qu'il faut être réaliste et croire au miracle. Et aussi qu'il faut agir, qu'il faut continuer de harceler Israël, piquer sa peau d'éléphant en multipliant les campagnes de solidarité, en alertant l'opinion.

Entretien réalisé par Françoise Germain-Robin

(1) Gaza, articles pour Haaretz, 2006-2009, de Gideon Levy, traduits de l'hébreu par Catherine Neuve-Eglise. Éditions la Fabrique, 240 pages, 14 euros.

(2) Shaoul Mofaz, général, ancien ministre de la Défense et ancien chef d'état-major sous Sharon, est aujourd'hui le numéro deux du parti Kadima de Tzipi Livni. Il est l'auteur d'un plan de paix prévoyant la création provisoire d'un État palestinien dont les frontières deviendraient définitives dans trois ans.

<http://cocomagnanville.over-blog.com/article-comment-parler-de-paix-et-construire-des-colonies-44542258.html>

1-4 Judy Dempsey : La proximité de Merkel avec Israël lui coûte son influence.

Il existe certaines questions politiques dont Angela Merkel n'aime pas parler.

L'une est l'Afghanistan.

L'autre est le conflit israélo-palestinien.

Alors quand elle a été interrogée sur la politique israélienne de colonisation et sur le blocus de Gaza pendant une conférence de presse commune avec Benjamin Netanyahu, le premier ministre israélien ce lundi, elle a minimisé le problème.

Il est temps de relancer le processus de paix, a-t-elle dit, passant rapidement à un autre sujet.

Les dirigeants Allemands ont beaucoup de mal à critiquer Israël à cause de la responsabilité que l'Allemagne porte pour l'holocauste et son engagement en faveur de l'existence d'Israël. C'est particulièrement vrai de Mme Merkel qui veut forger une relation plus étroite avec Israël. La position de la Chancelière a rendu encore plus difficile à l'Union Européenne de parler d'une seule voix au Moyen Orient.

Mais la politique de Mme Merkel est incohérente. Elue pour la première fois chancelière fin 2005, elle avait beaucoup insisté sur les droits de l'homme et la liberté. Elle avait critiqué la politique chinoise en matière de droits de l'homme et avait pris en 2007 la décision très controversée de rencontrer à la chancellerie le Dalaï Lama, le chef spirituel Tibétain en exil. La Chine avait menacé de conséquences sévères, telles que la rupture de contrats lucratifs. Hormis l'annulation de quelques rencontres de haut niveau, peu de choses s'étaient passées.

Quand Mme Merkel avait rencontré des organisations non gouvernementales que Vladimir Poutine avait essayé d'interdire, les relations entre Berlin et Moscou s'étaient refroidies. Rien de plus.

Mais en ce qui concerne le Moyen Orient, Mme Merkel n'a guère accordé d'attention aux misérables conditions de vie des Palestiniens à Gaza non plus qu'aux colonies israéliennes ou aux politiques d'arrestation. Les parlementaires Allemands et les politologues disent que de tous les chanceliers d'après-guerre, Mme Merkel est

considérée comme la plus pro-Israélienne. "La chancelière est particulièrement proche d'Israël," déclare un parlementaire conservateur, Ruprecht Polenz, qui préside la commission des affaires étrangères du parlement allemand.

Si proche que Mme Merkel n'a pas émis une critique des bombardements israéliens contre la bande de Gaza qui ont tué de nombreux civils fin 2008. Par contre, quand les autorités iraniennes ont recouru à la force l'an dernier contre l'opposition qui affirmait que les élections présidentielles avaient été truquées, Mme Merkel a pris une position admirable, devenant un des rares dirigeants à critiquer publiquement le régime, appelant même à de nouvelles élections.

M. Polenz pense que tout chancelier Allemand a, à juste titre, la responsabilité de défendre Israël à cause de l'holocauste. Quand il s'agit des relations de Berlin avec le Moyen Orient, "nous ne sommes pas neutres," dit-il. "Mais ça ne veut pas dire que nous ne pouvons pas donner notre point de vue à nos amis Israéliens."

Il en va autrement avec Mme Merkel. En tant que chancelière, elle a fixé trois objectifs à sa politique étrangère: de meilleures relations avec les Etats Unis, une relation plus étroite avec Israël et l'intégration de l'Union Européenne. Ces sujets, explique Gerd Langguth, professeur de science politique à l'université de Bonn et biographe de Mme Merkel, "sont ceux auxquels croit profondément Mme Merkel."

Depuis la crise financière mondiale, les relations entre la chancellerie et le président Barack Obama se sont tendues, notamment parce que les Etats Unis ont ouvertement critiqué l'Allemagne de ne pas en faire assez pour endiguer la crise. De la même manière, l'intégration européenne qui dépend de la coopération franco-allemande, est en panne. Mme Merkel et le président Français Nicolas Sarkozy n'ont pas proposé d'initiatives nouvelles pour rendre l'Europe plus cohérente et crédible en tant qu'acteur sur la scène internationale. Mme Merkel a également souvent placé les intérêts de l'Allemagne avant ceux de l'Europe.

Son seul succès est Israël. "Mme Merkel a un rapport émotionnel avec Israël et le peuple juif," explique M. Langguth.

Mme Merkel s'est embarquée dans sa propre politique personnelle envers Israël, maintenant une relation étroite même après les bombardements sur Gaza. Contre l'avis des diplomates Allemands, Mme Merkel, qui est aussi à la tête du parti conservateur Chrétien-Démocrate, un fidèle partisan d'Israël, a évoqué Israël en tant que "Etat juif" dans l'accord de coalition gouvernementale conclu avec le parti Libéral-Démocrate en octobre dernier. Les Israéliens étaient ravis. "Que d'autres Etats reconnaissent Israël en tant que "Etat juif" fait partie de nos objectifs politiques", explique le professeur Efraim Inbar, directeur du Centre d'Etudes Stratégiques Begin-Sadate de l'université de Bar-Ilan près de Tel Aviv.

Il n'est donc pas étonnant que la réunion de lundi à Berlin ait été chargée de sens. C'était la première fois que des cabinets ministériels israélien et allemand se sont réunis ensemble en Allemagne. Mme Merkel a été à l'initiative de ces consultations spéciales, réservées à seulement quelques pays dont la Russie, la Pologne et la France, après sa visite de 2008 en Israël où elle avait eu le rare privilège de prendre la parole à la Knesset, le parlement israélien.

Muriel Asseburg, une spécialiste du Moyen Orient à l'Institut Allemand pour les affaires Internationales et de Sécurité à Berlin, affirma que la politique de Mme Merkel envers Israël est liée au fait qu'elle a vécu dans l'Allemagne de l'Est communiste.

"Ca a beaucoup à voir avec l'ex Allemagne de l'Est qui ne reconnaissait pas Israël et n'assumait pas la responsabilité pour le troisième Reich, la seconde guerre mondiale et l'holocauste. Merkel a essayé de prendre ses distances avec cette position et de compenser ce passé est-allemand," affirme Mme Asseburg.

Alors si Mme Merkel dit, comme elle l'a fait mardi, qu'il est temps pour Israël et les Palestiniens de s'impliquer à nouveau dans le processus de paix, Mme Asseburg pense que Mme Merkel "ne prendrait pas publiquement une position critique sur la politique israélienne et l'occupation." Son but n'est pas d'accorder une priorité au processus de paix dans les relations entre Israël et l'Allemagne. Son but est de renforcer toujours plus les relations avec Israël, indépendamment du conflit.

Ce qui va à rebours de la position officielle de l'Allemagne de soutien sans équivoque au processus de paix et de la solution à deux Etats afin de garantir la sécurité d'Israël et de réaliser les aspirations palestiniennes. Mais les politologues considèrent que cette politique n'est pas mise en application. "Une posture critique à l'égard de l'occupation et de la politique de colonisation devrait en pratique découler de la responsabilité historique de l'Allemagne et non tomber sous le tabou de l'holocauste," affirme Mme Asseburg.

Cela n'arrivera pas sous Mme Merkel. Ce qui veut dire qu'Israël, très critiquée par d'autres pays européens, aura toujours un allié spécial en Europe et que l'Europe, dans un avenir prévisible, restera incapable d'exercer une influence dans la résolution du conflit israélo-palestinien.

JUDY DEMPSEY,

New York Times,

21 janvier 2010

Traduit de l'anglais par Djazaïri

<http://mounadil.blogspot.com/>

1-5 Mounadil Djazaïri : La passion d'Angela Merkel pour le sionisme.

Un article intéressant sur l'ambiguïté de la position de l'Allemagne vis-à-vis du conflit du Proche Orient qui montre que nous avons d'une part la position officielle de l'Etat allemand de soutien à un processus de paix avec arrête de la colonisation juive en Cisjordanie, et solution à deux Etats.

Et d'autre part la position de Mme Angela Merkel, la chancelière, qui s'est fixée comme but de renforcer toujours plus les relations entre l'Allemagne et l'entité sioniste, quelle que soit l'évolution sur le terrain et l'état d'avancement ou de blocage des discussions de paix.

Concrètement, cela signifie que l'Allemagne dirigée par Mme Merkel adopte une ligne de soutien inconditionnel avec le régime de Tel Aviv, ce qui signe en réalité une alliance politico-militaire contre les Palestiniens. Il est clair, comme le conclut l'article que la posture adoptée ainsi par l'Allemagne revient à neutraliser toute réelle possibilité pour l'Europe d'influer sur les négociations de paix et rendent vaines les prises de position officielles de l'Union Européenne. Cette alliance germano-sioniste explique aussi pourquoi, en dépit des critiques formulées officiellement par l'Union Européenne, tous les dossiers déposés par l'entité sioniste à Bruxelles avancent tranquillement.

L'article rappelle que la position officielle des autorités allemandes à l'égard de l'entité sioniste découle d'une responsabilité particulière qui tient à l'holocauste. Ce qui nous signale à nouveau l'importance de cette notion dans tout ce qui touche au sionisme d'après guerre. Il ne s'agit pas pour les antisionistes de nier qu'un génocide ait eu effectivement lieu, mais il importe de questionner les appellations contrôlées "holocauste" et "shoah" qui renvoient à une lecture singulière de la seconde guerre mondiale et de ses horreurs.

Le pro-sionisme exacerbé de Mme Merkel serait lui, lié au fait qu'elle est née et a grandi dans la partie communiste de l'Allemagne qui, non seulement ne reconnaissait pas l'entité sioniste mais refusait d'assumer une quelconque responsabilité pour les agissements du nazisme. Il convient de rappeler que ce refus n'était pas une négation des horreurs commises par le troisième Reich, mais une objection à les voir attribuer à l'ensemble du peuple allemand et notamment à sa classe ouvrière.

Ce rejet du marxisme appliqué à la sauce allemande serait le ressort fondamental explicatif de la passion merkélienne pour Tel Aviv.

C'est tout à fait possible. Cependant tout cela me paraît insuffisant car Mme Merkel n'est pas au pouvoir que pour faire passer ses lubies, mais aussi pour représenter une ou des catégories sociales de l'Allemagne et leurs intérêts.

Quelles sont ces catégories et quels sont leurs intérêts?

En quoi ces derniers coïncident-ils avec ceux de l'entité sioniste? Ces questions ne sont pas abordées par l'article qui n'y répond donc pas.

Tout au plus peut-on comprendre que dans un contexte d'intérêts souvent divergents avec les Etats Unis, le soutien indéfectible à Tel Aviv est un des moyens qui permet à Berlin de resserrer les liens avec Washington, partenaire vital pour un pays qui pense avoir besoin de la force militaire et politique des Etats Unis pour faire pièce au rival stratégique qu'est la Russie.

Une partie de l'explication se trouverait donc outre Atlantique auprès du lobby sioniste qui hante les couloirs de la Maison Blanche et du Congrès. Lobby sur lequel je reviendrai tantôt. Je n'ai d'ailleurs pas pu m'empêcher de penser que cet article pouvait aussi se lire comme une critique détournée de la politique des Etats Unis au Proche Orient

[Mounadil Djazaïri](#)

[25 Janvier](#)

2_Déclaration, **courrier des lecteurs** & témoignage

Ndlr : PS : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

2-1 Ewa Jasiewicz : Opération Plomb Durci à Gaza : "Nous sommes tous complices".

INTERVIEW: FRANK BARAT

Il y a un an, Israël envahissait Gaza. Baptisée "Opération Plomb Durci" par l'armée israélienne, l'invasion débuta le 27 décembre 2008 avant de se terminer le 18 janvier 2009. Au cours de ces 23 jours, plus de 1 400 Palestiniens dont 320 enfants ont péri. 5 000 autres Palestiniens ont subi des blessures graves.

Ewa Jasiewicz a fait partie des quelques "internationaux" qui se trouvaient sur place. Militante pour les Droits de l'Homme, responsable syndicale et journaliste, Ewa Jasiewicz a passé plusieurs années en Palestine occupée et en Irak aux côtés des ouvriers de l'industrie pétrolière, des réfugiés, d'unités d'assistance médicale et de communautés locales. Elle est coordinatrice pour le Mouvement Free Gaza et fait partie du collectif éditorial de l'édition polonaise du Monde Diplomatique. Son livre "Gaza : Getto Nieuwarzmiene" (Gaza : a Ghetto Unbroken) sera publié en Pologne en mars prochain par Książka i Prasa. Un an après, elle revient, au cours d'un entretien avec Frank Barat, sur cette terrible période.

Frank Barat : Il y a un an, vous étiez à Gaza pendant l'Opération "Plomb Durci". Pourquoi et comment vous-même et d'autres militants êtes-vous arrivés dans la Bande de Gaza ?

Ewa Jasiewicz : Avec d'autres militants, solidaires de Gaza, venus du Liban, d'Espagne, du Canada, d'Australie, d'Italie, du Royaume-Uni et de Grèce, nous sommes parvenus à atteindre Gaza à bord du bateau le Dignity dans le cadre du Mouvement Free Gaza (Free Gaza Movement – FGM). Le mouvement avait réussi à remplir cinq missions entre août et décembre 2008, en mobilisant des militants pour les Droits de l'Homme venus sur place afin de créer un mouvement d'activisme politique à des fins de solidarité, rompre l'isolement de communautés

ostracisées et faire face de manière directe au siège illégal et violent d'Israël.

Les missions de FGM sont politiques. Nous avons à l'esprit le fait que la Palestine n'est pas une cause humanitaire. La solution face à soixante ans de politique de nettoyage ethnique, d'apartheid et d'isolement par voie militaire, ne réside pas dans l'acheminement de sacs de farine, de médicaments, de nouvelles tentes et de millions d'aide mais dans une réelle volonté politique et dans des actions concrètes. C'est exactement ce que ne font pas les gouvernements à travers le monde. Aussi nos actions visent à revenir à la base des lois internationales et à les faire appliquer parce qu'elles ne sont pas respectées et parce qu'elles sont violées, tous les jours, à tous les niveaux. Le siège de Gaza et l'occupation de la Palestine ont une portée internationale. Les états les cautionnent soit par leur silence soit par une complicité directe par le biais de leurs relations économiques avec Israël. Cela fait d'eux des co-occupants et des collaborateurs d'Israël lorsqu'on parle des crimes perpétrés contre le peuple palestinien.

FB : Vous aviez passé quelque temps en Cisjordanie occupée à l'époque où Israël y a mené des opérations (en particulier dans le camp de Jénine). Quelles différences voyez-vous entre les deux régions et que pensiez-vous découvrir à Gaza ? Vous attendiez-vous à une attaque ?

EJ : Non, je ne m'attendais pas à cette attaque mais le peuple de Gaza et les autorités du Hamas s'y attendaient parce que le cessez-le-feu avait expiré et qu'Israël préparait une attaque en menaçant d'éliminer, comme toujours mais avec une plus grande force et volonté, les leaders de la résistance, militaires ou politiques, et ceux qui les soutenaient. Le survol des drones s'est fait plus intense, jusqu'à survoler Gaza 7 jours sur 7, 24 heures sur 24. En 2002, les opérations que j'ai vécues en Cisjordanie à la suite de l'opération "Rempart", à Jénine et à Naplouse, étaient de moins grande ampleur. L'Opération "Rempart" était une énorme opération au cours de laquelle des centaines de Palestiniens sont morts. Le cœur même du camp de réfugiés de Jénine a été détruit par les bulldozers et des dizaines de civils ont été tués au cours de cette opération. Quand je suis arrivée là-bas, les ruines et les larmes étaient encore présentes mais la destruction et les massacres avaient cessé.

Les petites opérations étaient menées pendant le couvre-feu. Elles mobilisaient des centaines de soldats, qui procédaient à des fouilles, maison par maison et interpellaient tous les hommes âgés de 15 à environ 50 ans, les interrogeaient et les passaient à tabac. Souvent au cours de ces opérations, des groupes d'enfants lançaient des projectiles sur les chars et les véhicules de transport de personnels et ils se faisaient tirer dessus en retour. La nuit régnait une résistance sporadique de certains combattants mais les plus aguerris avaient déjà été tués à ce stade. Les troupes infligeaient des punitions collectives telles que les démolitions de maisons par des bulldozers ou des explosifs et des civils étaient utilisés comme boucliers humains. La différence en Cisjordanie, c'est qu'une grande partie de l'infrastructure de l'Autorité Palestinienne et des infrastructures militaires de la résistance (combattants et leaders) avait été détruite au cours de l'opération "Rempart" par les F16. Israël appliquait sa stratégie habituelle en décimant les leaders de la résistance armée ou politique des principales factions politiques en y ajoutant des cibles dans le domaine social (chefs de communautés, responsables de l'aide sociale...), en continuant à procéder à l'arrestation de personnes liées aux personnes recherchées et en essayant de débusquer les combattants les plus jeunes et donc les plus inexpérimentés.

Avec les tunnels, les combattants de Gaza ont eu accès à un armement plus sophistiqué et menaçant que ceux de Cisjordanie. L'agression israélienne a donc été plus intense à Gaza et fortement liée aux bombardements aériens. Depuis le retrait des colons et des bases militaires (en 2005), ce phénomène s'est accru.

En Cisjordanie, les militants étaient plus mobiles et pouvaient faire face et dialoguer avec les soldats. Pendant Gaza 2009, ce fut impossible. Je n'ai vu des soldats qu'une fois, un soldat des forces spéciales qui pointait visiblement son arme sur notre ambulance. En Cisjordanie, nous nous trouvions souvent entre les chars et les véhicules de transport de troupes, nous les suivions et les observions de près. Si vous vous approchiez des soldats à Gaza, ils vous tueraient... Tout le monde nous le disait.

FB : Que comptiez-vous faire là-bas ? Vos projets ont-ils changé après l'invasion de Gaza ?

EJ : Comme les autres militants, je comptais travailler avec des partenaires palestiniens, des associations, des syndicats, des agriculteurs, des pêcheurs, mener des campagnes locales pour le droit à l'éducation et faire cesser l'état de siège. Mon rôle prévoyait de coordonner et guider des délégations en visite arrivant grâce aux bateaux de FGM avec Caoimhe Butterly (une militante irlandaise pour les Droits de l'Homme). Après l'invasion, il est devenu évident qu'en tant que militants étrangers, notre rôle serait de témoigner et de raconter en minimisant les risques pour ceux qui avaient le plus de chances d'être attaqués (qui pendant l'invasion ont été les services médicaux).

Les forces d'occupation israéliennes ont tué 16 personnels médicaux en 22 jours et en ont blessé des dizaines. En assistant les ambulanciers, nous avons essayé de dissuader toute attaque en informant nos ambassades et les médias que nous accompagnerions ces services – 13 ambulanciers parmi ceux qui ont été tués faisaient partie des services de la défense civile. Nous n'avons pas fait de distinction entre les services "privés" et "publics". Tous doivent être protégés par les lois internationales. D'autre part, nous ne nous sommes pas contentés d'accompagner ces services. Nous avons aidé au transport des blessés et des morts et avons essayé d'aider là où on avait besoin de nous. Ensuite, nous étions mobiles, les ambulances étaient les seuls véhicules capables de circuler 24h/24. Nous devions pouvoir constater et raconter le plus possible. Enfin, grâce à notre mobilité et parce que nous étions proches de la ligne de front, nous pouvions voir les effets des bombardements sur les civils, à l'intérieur même de leurs maisons et recueillir des témoignages de familles et de militants des Droits de l'Homme palestiniens à l'intérieur des hôpitaux.

FB : Comment se déroulait une journée à Gaza pendant l'invasion ?

EJ : C'était un ballet constant de drones, des bombardements incessants et le bruit assourdissant des explosions,

parfois proches, parfois plus lointains. Les peurs muettes. Les rues désertées. Des gravats partout. Le son permanent des sirènes, les cris des familles et les gémissements des blessés en sang et couverts de poussière. Les ambulanciers qui priaient et fumaient. Votre cœur qui bat encore plus vite à chaque nouvelle décharge d'adrénaline, l'attente permanente d'une nouvelle attaque et le désir immense que tout ça s'arrête. Le flot incessant des corps et des brancards ruisselant de sang. Les peurs qui reviennent, commandées par le choc et l'horreur. Et une peur panique de la nuit. Y en aura-t-il une autre ? Le prochain trajet en ambulance sera-t-il le dernier ?

Jamais la peur ne nous a paralysés mais la peur était là. Nous avons tous accepté l'éventualité de la mort et pris des risques parce que ça en valait la peine, parce que les Palestiniens le méritent. Nous voulions sauver des vies et j'ai oublié la mienne car j'étais portée et inspirée par le courage des gens autour de moi et je voyais leur incommensurable volonté de sacrifier leurs vies pour en sauver d'autres.

FB : Quel était le sentiment de la population sur place ? Comment survivaient-ils et comment réagissaient-ils ?

EJ : Tout le monde était terrifié mais aussi très en colère. Sur le terrain, le sentiment général laissait penser que tout pouvait arriver, tous les garde-fous étaient tombés. Il ne faut pas oublier que l'Opération "Plomb Durci" n'est que le résultat de l'intensification d'une stratégie déjà en place, faite de massacres et du ciblage délibéré d'individus et d'infrastructures civiles. Mais à Jabaliya (le camp de réfugiés au nord de la Bande de Gaza), beaucoup d'entre nous s'attendaient à un nouveau Sabra et Chatila : les témoins étant dispersés, les médias attaqués et les chars se rapprochant de plus en plus, nous avons senti que les horreurs en cours en appelleraient de nouvelles avec une intensité toujours plus grande.

FB : En quoi la présence des "internationaux" a-t-elle été la plus utile et quelle a été leur contribution ? Quelle a été l'attitude des Palestiniens à votre égard ?

EJ : La population de Gaza était heureuse de nous voir et elle nous le disait tous les jours : "Racontez ce que vous avez vu, pourquoi cela nous arrive-t-il ? Dites-le au monde, c'est votre devoir de raconter ce que vous vivez." Et c'est ce que nous avons fait à travers les télévisions et les radios, à travers nos propres récits. Certains d'entre nous ont écrit des livres : Vittorio Arrigoni (Italie), "Gaza, Stay Human", Sharyn Lock (Royaume-Uni), "Gaza beneath the bombs", moi-même, "Gaza : A Ghetto Unbroken". Certains autres ont réalisé des films comme Fida Qishta et Jenny Linnel et des documentaires sur les attaques au phosphore sur Khoza. Alberto Arce et Mohammad Rujailah ont produit "To Shoot an Elephant".

Je crois que nous avons été le relais des témoignages de la communauté palestinienne quant à l'utilisation du phosphore blanc, sur le fait que des civils étaient visés de manière délibérée, que les hôpitaux, les écoles, les services d'urgence étaient pris pour cibles. Et ces récits allaient à l'encontre de la propagande d'Israël. D'autre part, je sais que nous avons été un soutien moral pour les ambulanciers avec qui nous avons travaillé. Ils savaient que notre présence constituerait un témoignage s'ils étaient tués et une protection, aussi petite soit-elle, contre les attaques israéliennes. Quel que soit l'enfer dont nous parlons, tout le monde a besoin d'un témoin pour l'affronter, d'une forme de solidarité, de contrôle pour réaliser que vous vous trouvez au milieu d'une situation aussi inouïe.

Nous avons aussi mobilisé les gens à l'extérieur pour qu'ils manifestent et organisent des actions concrètes de boycott, d'arrêt des investissements et de sanctions. Transmettre ce message vers l'extérieur était également très important et beaucoup de gens ont souhaité se mobiliser et renforcer leurs actions militantes.

FB : Pourriez-vous nous raconter un événement en particulier qui vous a choqué pendant cette invasion ?

EJ : Il y en a tellement. Tellement... Ce serait probablement le bombardement d'une maison par un F-16 à quelques pas de l'endroit où se trouvaient quatre de nos ambulances. J'étais assise à l'avant côté passager, ma main était à l'extérieur de l'ambulance. Puis mon ami, le chauffeur, m'a demandé de patienter un instant, d'attendre un peu. Et soudain, il y a eu une énorme explosion. Des flammes orange ont jailli et des gravats et des débris ont recouvert notre ambulance. L'un des chauffeurs a été blessé et a dû être transporté sur un brancard. La route était bloquée par les gravats. Une famille hurlait et tentait de rassembler quelques affaires avant de s'enfuir. Nous ne savions plus quoi faire de nos blessés car les drones grondaient au-dessus de nous et nous avions peur d'une nouvelle attaque, d'avoir plus de victimes et de perdre nos quatre ambulances, si précieuses. Nous sommes passés près de la mort cette nuit-là. Les Israéliens nous ont vus et ont suivi nos mouvements dans les rues de Jabaliya avant de bombarder une maison qui se trouvait à 3 mètres de nous. C'est un exemple d'une utilisation criminelle et démente de la force armée.

Autre exemple, celui de l'école élémentaire de Beit Lahiya qui a subi des bombardements au phosphore blanc. Nous sommes arrivés avec nos ambulances après avoir évacué des dizaines de résidents souffrant d'inhalation de phosphore et après que l'école a été touchée de plein fouet. Je portais un masque mais l'odeur pestilentielle et la fumée passaient à travers.

Alors que nous étions là-bas, un second bombardement a eu lieu. Je suis restée clouée sur place et j'ai pu voir ces gouttes en fusion pleuvoir autour de moi, jusqu'à ce que quelqu'un me crie de m'écarter et de chercher un abri. Les gens de l'école, qui s'étaient abrités sous un frêle abri de métal, pleuraient et criaient. Le troisième étage de l'école était en feu. Nous avons emmené un garçon boitillant de 7 ans, Bilal Ashkar, dans notre ambulance. Il avait été touché par une capsule de phosphore et projeté en bas de l'escalier de l'école par la force de l'explosion. A notre arrivée, il était mort.

FB : Un cessez-le-feu a été déclaré le 18 janvier 2009. Les choses ont-elles changé ensuite ? A quoi ressemblait Gaza et quelle était l'ambiance après la déclaration de cessez-le-feu ?

EJ : Les forces d'occupation israéliennes ont envoyé des F-16 pendant que les gens retournaient chercher les fragments de leurs vies déchirées à Ezbet Abed Rabo, un quartier près de Jabaliya. Chaque nuit, les drones

continuaient de tourner comme pour nous narguer. Il y avait un sentiment d'humiliation et d'une horreur inconcevable. Un sentiment de perte, un sentiment si profond de dislocation et de perte... Perte de vies, d'être aimés, de maisons, de communautés entières, de rues, de mosquées, de magasins, tous disparus. Les gens erraient littéralement dans leurs propres quartiers. C'est comme une nouvelle Nakba (l'expulsion forcée des Palestiniens de leur pays en 1948 lorsque Israël a été créé). Les gens avaient l'impression que la communauté internationale se moquait d'eux. "Ils rient de nous, personne dans le monde ne s'intéresse à nous, ils s'en moquent" était la phrase qui revenait le plus souvent. C'est comme si un tsunami les avait ensevelis.

FB : De nombreux rapports émis par des entités des Nations Unies, des organismes d'aide internationale et de défense des Droits de l'Homme ont été publiés dans les mois qui ont suivi l'invasion. La plupart d'entre eux s'accordaient sur le fait que des crimes de guerre et certainement des crimes contre l'humanité avaient été commis au cours des attaques israéliennes. Avez-vous été témoin de certains actes que l'on pourrait ranger dans ces catégories de crimes ?

EJ : Absolument : le ciblage des civils et des zones civiles, la destruction aveugle et volontaire de propriétés, l'utilisation disproportionnée et indistincte de la force, comme dans le cas de l'école de Beit Lahya, le massacre de la famille Samouni, le bombardement des enfants Hamdan à Beit Hanoun par des F-16, le total non-respect de nos ambulances, le blocage de l'accès aux blessés provoquant des centaines de morts, l'assassinat extrajudiciaire de Sayed al-Seyam et de Nazar Rayan et bon nombre des membres de leurs familles. Nous avons recueilli tellement d'hommes détruits (et de femmes également) déchirés par les bombes lâchées par les drones – ceux-ci peuvent transporter une charge de 150 kgs et sont tellement sophistiqués qu'ils peuvent détecter la couleur des cheveux d'un individu. Selon le Centre al-Mezan pour les Droits de l'Homme, la plupart des victimes ont été tuées par des drones suivis par des F-16.

FB : Il y a quelques semaines, 16 organismes d'aide internationale ont publié un rapport déclarant que la communauté internationale avait "abandonné Gaza". Sur le terrain, les choses n'ont absolument pas changé pour les Palestiniens. Elles ont même empiré. Aussi, que pensez-vous du rôle de la résistance populaire ou du militantisme citoyen ?

EJ : Oui, la communauté internationale facilite et finance l'occupation d'Israël tout en affaiblissant et participant au sous-développement de la Palestine. Les citoyens ordinaires ont la responsabilité de ne pas financer ou soutenir politiquement une industrie qui cache le projet continu de nettoyage ethnique et de colonisation de la Palestine. Les citoyens ont la responsabilité de faire naître un mouvement de masse capable d'exercer une pression politique par tous les moyens possibles – BDS (Boycott, Désinvestissement et Sanctions) et par des actions directes – afin que des sanctions soient portées contre Israël et pour renforcer le pouvoir international en ciblant les sociétés qui le violent en termes de Droits de l'Homme et pour exposer Israël au même titre que l'apartheid sud-africain fut exposé avant de disparaître.

FB : A votre avis, quels sont les besoins les plus urgents à Gaza ? Que peuvent faire les gens pour aider à sortir de ce statu quo ?

EJ : Les Gazaouites devraient répondre eux-mêmes à cette question mais beaucoup de gens disent que ce dont Gaza a besoin, c'est du reste de la Palestine. Les gens qui vivent dans des camps en Jordanie, au Liban, en Syrie et en Cisjordanie veulent retrouver leurs familles et leurs maisons. Le droit inaliénable et légal au retour pour Gaza et pour l'ensemble des réfugiés doit être réaffirmé. La tactique israélienne de division et de torture, de scission de la communauté palestinienne est un projet ancien visant à abattre l'arme la plus puissante contre le nettoyage ethnique : la mémoire, la communauté, la famille. Tant que des gens se souviendront de leurs maisons et de leurs terres, se reconnaîtront entre eux, parleront de leur cousin, de leur oncle, leur sœur, leur frère et pourront continuer de demander : "De quelle famille viens-tu ?", alors la lutte ne faiblira jamais et ne sera jamais altérée. Les Palestiniens de Gaza doivent avoir les moyens de parler et d'agir par eux-mêmes. Ils ne doivent pas être dépendants des intermédiaires et ils doivent avoir accès au monde, construire des jumelages entre écoles, mosquées, universités, hôpitaux, jeunes, initiatives... Ce sont les moyens qui permettront de rompre l'isolement et de construire un mouvement de solidarité plus étroit et dynamique avec l'extérieur. L'aide n'est pas la réponse. La solution est la solidarité.

FB : Un an après la guerre, les gens se sont mobilisés, partout dans le monde à travers des manifestations, pour "commémorer" l'anniversaire de ces événements tragiques. Que pensez-vous de ces manifestations ? Quels effets ont-elles sur les Palestiniens de Gaza ? Ont-elles un intérêt ?

EJ : Les rassemblements sont un point essentiel : nous avons besoin de ce deuil collectif, de participer au souvenir et de descendre dans la rue. Mais il est aussi important de s'intéresser aux sociétés qui violent les lois internationales et qui sont la clé de la perpétuation de l'apartheid israélien, qui, il faut le rappeler, ne se limite pas à Gaza. La Cisjordanie est quinze fois plus étendue que Gaza et n'est qu'une juxtaposition de "petits Gaza", des bantoustans cernés par le mur de l'apartheid israélien. Des sociétés comme Veolia, Alstom, Caterpillar, Elbit Systems, CRT Holdings et Carmel-Agrexco pourraient être accusées de soutien et de complicité aux crimes de nettoyage ethnique et de colonisation illégale. L'appel au boycott, au désinvestissement et aux sanctions de la société civile palestinienne doit être entendu et soutenu, au quotidien, de manière active. Nous sommes tous les complices de la poursuite et du renforcement de l'occupation. Il s'agit d'une occupation internationale, c'est un problème mondial et une solidarité internationale pour le respect des Droits de l'Homme en Palestine peut mener à une solution au niveau local.

FB : Retournerez-vous un jour à Gaza ?

EJ : J'y retourne bientôt ! Je pensais n'en partir que pendant un mois, Gaza me manque énormément. J'y suis chez moi, mes amis et ma "famille" me manquent. Comme tant d'autres militants qui vont en Palestine, ce que

nous voyons reste en nous. Nous apprenons et nous recevons des leçons d'humilité de la part des gens avec qui nous travaillons et c'est un honneur et un privilège de participer à cette lutte.

Frank Barat est un militant pour les Droits de l'Homme. Il est également coordinateur du Tribunal Russell sur la Palestine. Il réside au Royaume-Uni.

Traduction de l'anglais : HeLandTranslations@yahoo.fr HeLandTranslations@yahoo.fr

Source: michelcollon.info

2-2 Israël n'a pas sérieusement enquêté sur des crimes de guerre à Gaza.

L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch (HRW) a accusé dimanche Israël de n'avoir pas mené une enquête "impartiale et approfondie" sur des crimes de guerre qu'aurait commis son armée durant l'offensive à Gaza de l'an dernier.

"Israël n'a pas montré qu'il entend mener une enquête approfondie et impartiale sur des allégations selon lesquelles ses forces auraient violé les lois de la guerre" durant l'opération "Plomb durci", affirme l'ONG, basée à New York, dans un communiqué.

L'ONG précise avoir rencontré le 4 février des juristes de l'armée israélienne mais que ceux-ci ne l'ont pas convaincue que les enquêtes internes de Tsahal sont "impartiales et approfondies" et qu'elles "concernent les directions politiques et militaires dont les décisions ont entraîné des morts de civils à l'encontre des lois de la guerre".

"Il est crucial de mener une enquête indépendante pour comprendre pourquoi autant de civils ont été tués et pour pouvoir poursuivre les responsables d'attaques illégales", a déclaré un responsable de HRW, Joe Stork.

Les enquêtes internes de l'armée "ont concerné surtout des soldats qui avaient désobéi aux ordres sur les règles d'engagement de l'armée, sans se préoccuper si ces ordres ne violaient pas les lois de la guerre", a-t-il estimé. L'ONG relève la "mort de 53 civils dans 19 incidents au cours desquels L'armée israélienne a apparemment violé les lois de la guerre".

Lancée officiellement pour stopper des tirs de roquettes contre Israël, l'offensive a fait du 27 décembre 2008 au 18 janvier 2009 1.400 morts, pour la plupart des civils, côté palestinien, selon des sources médicales locales, et 13 côté israélien.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a déclaré jeudi n'être pas en mesure de déterminer si Israël et les Palestiniens se sont conformés à l'exigence de l'ONU d'ouvrir des enquêtes indépendantes et crédibles sur la guerre de l'hiver dernier à Gaza.

Dans un rapport transmis à l'Assemblée générale de l'ONU, M. Ban déclare qu'à ce stade, "aucune détermination ne peut être faite sur la mise en oeuvre par les parties concernées de la résolution" 64/10 de l'Assemblée.

Dans cette résolution adoptée le 5 novembre, l'Assemblée plénière de l'ONU avait donné trois mois à Israël et aux Palestiniens pour ouvrir des enquêtes "crédibles" sur les allégations de crimes de guerre commis lors du conflit de Gaza, contenues dans le rapport de la Commission d'enquête du juge sud-africain Richard Goldstone. Le rapport Goldstone, commissionné par l'ONU, recommande la saisine de la Cour pénale internationale (CPI) si Israël et les Palestiniens n'annonçaient pas d'ici fin janvier leur intention de mener des enquêtes "crédibles" sur la conduite du conflit.

Le ministère israélien des Affaires étrangères s'est félicité en fin de semaine, dans un communiqué, de la déclaration du secrétaire général estimant qu'elle tenait compte d'un rapport communiqué par Israël.

Dans ce rapport Israël affirme avoir ouvert des enquêtes sur 150 incidents séparés, dont 36 font l'objet d'une enquête criminelle. Deux officiers supérieurs ont reçu un blâme et une seule condamnation a été prononcée, selon l'armée: contre un soldat qui avait volé une carte de crédit.

(©AFP / 07 février 2010 07h40)

<http://www.romandie.com/ats/news/100207064038.q3yi425r.asp>

2-3 Mounir Chafiq : Le droit de résister à l'occupation et à l'agression.

Le droit de résister à l'occupation étrangère et le droit de résister à l'agression militaire extérieure prennent leur source dans le droit à l'auto-défense tant au niveau du peuple que de la communauté et de l'individu. De même, ils prennent leur source dans le droit à l'égalité des peuples quant à la souveraineté sur leur pays et l'illégalité de l'agression extérieure armée contre cette souveraineté ainsi que l'illégalité de piétiner celle-ci en transformant cette agression en occupation permanente ou temporaire.

Je considère l'agression militaire extérieure comme étant un acte contraire aux droits des peuples. Elle est illégale du point de vue du droit international qui repose sur des traités conclus entre les pays du monde entier afin de poser les bases de la paix et de la coexistence entre ces pays. Sans cela, il régnerait les guerres et le chaos. Le fort pourrait légalement agresser le faible et disposer de lui conformément à la loi du plus fort qui ressemble à la loi de la jungle.

C'est pour cela qu'eut lieu un accord mondial, entre tous les pays y compris les grandes puissances, les pays colonisateurs et les pays impérialistes, qui ont pratiqué, et qui continuent de pratiquer, la politique du plus fort et de la domination. Ces accords rendent illégales l'agression, la colonisation et l'occupation des terres des autres. L'objectif est de délégitimer l'agression d'un peuple par un autre ou d'un pays par un autre tant que tous reconnaîtront l'égalité, la coexistence et la coopération. Sinon, il régnerait le chaos et on retournerait à la loi de la jungle.

Il est vrai que les grandes puissances qui ont usé, et qui continuent d'user, de la force militaire, ou de pratiquer la politique du plus fort, afin d'imposer leurs objectifs aux autres, ont approuvé et signé ces accords. Cela a contraint les grandes puissances à avoir recours à la politique des deux poids deux mesures concernant le droit international. Les grandes puissances ont installé ce droit pour réguler les relations entre elles et pour protéger leurs intérêts et leurs zones d'influence d'une part ; et d'autre part elles étaient obligées de l'accepter sous la pression des autres peuples - la majorité des peuples du monde - qui ont un intérêt sûr à rendre illégales l'agression militaire et l'occupation en dehors de la légalité internationale.

Il est important de souligner que l'adoption du droit international, avec le droit à la légitime défense et l'égalité entre les peuples, oblige à reconnaître le droit à la résistance dans toutes ses variétés. Notamment, la résistance armée du peuple qui est exposé à une agression militaire extérieure ou qui vit sous l'occupation étrangère ; que cette occupation soit colonialiste ou néo-colonialiste, ou que ce soit une colonisation de peuplement, ou bien par des traités colonialistes qui lui ont été imposés par la force ou par une guerre d'occupation. Ce droit à la résistance armée, ou à la résistance sous toutes ses formes, a aussi été énoncé dans les accords et toutes les normes internationales, notamment dans la Charte des Nations Unies.

En d'autres termes, il est du droit du peuple opprimé ou de l'Etat agressé par un autre de résister à une agression militaire ou à une occupation résultant d'une agression militaire (l'occupation et le blocus représentent une agression militaire continue). Ce droit rejoint le principe de justice et les principes de la liberté et de la dignité visant à l'établissement d'un système mondial qui sorte vraiment du monde de la jungle ou du monde des requins des océans.

Ainsi est considérée la justice de cette cause qui a engendré la résistance armée et son soutien mondial. Elle est considérée comme une partie de la justice mondiale qui reflète l'intérêt et le bien des peuples.

Mounir Chafiq

janvier

Source : With Resistance

Traduction : Souad Khaldi

Source : Rim

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Mounir_Chafiq.230110.htm

2-4 Ali Waked : 2010 nous verra battre l'occupation.

Les organisateurs des manifestations de Ni'lin, Bil'in et Nabi Saleh, préviennent que les affrontements récents en Cisjordanie nous rapprochent d'une Intifada.

Les récents affrontements à Nabi Saleh, village voisin de Ramallah, le dernier à ajouter à une liste de lieux de confrontations entre Palestiniens et FDI (forces de défense israéliennes) en Cisjordanie, viennent renforcer la position de ceux qui se battent contre la barrière de séparation.

Mardi, on a vu le tribunal militaire d'Ofra juger les 14 manifestants arrêtés lors du dernier affrontement – dont un ado de 14 ans, deux femmes et un membre du comité du village de Ni'lin.

Le village de Ni'lin, lui aussi proche de Ramallah, est le théâtre d'affrontements hebdomadaires entre les forces militaires et les habitants du secteur avec les militants de gauche qui les soutiennent.

Tous les détenus ont été libérés sur caution personnelle. Un autre groupe de détenus doit comparaître jeudi.

Mais si les confrontations à Nil'in et à Bil'in, villages de Cisjordanie, portent sur le tracé de la barrière érigée, les émeutes à Nabi Saleh sont de nature différente, et ceux qui organisent les protestations affirment que leurs actions ont eu comme résultat que les forces de sécurité craignent vraiment désormais que des manifestations violentes surgissent en d'autres lieux de Cisjordanie.

La lutte, dit Mumammad Khatib – qui est considéré par beaucoup comme le premier dirigeant de la protestation – « a fait ses preuves à Bil'in et à Ni'lin et est devenue un modèle qui va bien au-delà des limites de la Cisjordanie. Ils sont des milliers à venir (dans ces villages) participer à nos manifestations. »

Khatib, membre éminent du conseil, ajoute qu'une grande part de leur travail « est destinée à retourner la pression internationale contre Israël. Nos militants se battent contre la propagande israélienne avec les photos des leurs qui furent frappés et blessés au cours de leurs arrestations lors des manifestations. »

Khatib pense que « la lutte va bientôt s'étendre plus loin, en partie à cause de la frustration née de l'impasse politique, mais surtout en raison du harcèlement des colons, et parce que les FDI ne font rien pour les arrêter. » Se félicitant de l'impact que les émeutes semblent avoir, Khatib a déclaré à Ynet qu'il croit que son peuple sera en mesure de mettre en mouvement toute la région d'ici la fin de l'année. « Nous sommes à la veille d'une Intifada, » prévient-il. « La résistance s'étend, comme ce fut le cas pour l'Intifada (de 1987), mais la prochaine sera beaucoup plus créative. »

« Nous sommes enthousiastes car 2010 nous verra battre l'occupation. Nous le voyons dans le fait que les soldats israéliens sont nerveux, parce qu'ils n'arrivent pas à nous réprimer (les manifestations). »

Khatib et le comité contre la barrière de séparation, avec l'aide de certaines organisations internationales, tentent aussi de promouvoir diverses interdictions dans le monde à l'encontre d'Israël. « Des organisations internationales qui nous soutiennent aident à financer les frais juridiques pour les détenus. C'est un outil important pour la lutte contre l'occupation, » dit-il.

Israël, continue-t-il, a durci sa politique contre les émeutiers arrêtés en Cisjordanie, et les troupes israéliennes se sont faites plus violentes. « Il ne se passe pas une nuit sans incursions et arrestations » affirme-t-il, indiquant que

34 personnes avaient été arrêtées depuis le mois de juin et que, depuis décembre, les FDI avaient effectué 16 raids nocturnes rien que sur Bi'in.

Un militant de la gauche israélienne, Yonatan Pollack, l'un des dirigeants de la lutte, qui fut blessé à la manifestation de Nabi Saleh, ajoute qu'Israël a intensifié ses efforts pour mettre fin à leur lutte par des moyens juridiques.

« Les accusations contre les militants aussi nous rappellent ce qui s'est passé durant la Première Intifada, » dit-il. « Ils ne sont plus accusés d'être des terroristes, mais des agitateurs – ni d'être membres d'organisations illégales, mais d'organiser des rassemblements illégaux. »

Source : [Ynet](#)

28-01

Traduction : [AFPS](#)

Source : [Bil'in Village](#)

[http://www.bilin-village.org/...](http://www.bilin-village.org/)

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Ali_Waked.270110.htm

2-5 [Silvia Cattori](#) Rencontre avec George Galloway.

[Silvia Cattori](#) Rencontre avec George Galloway

« Tous unis avec les musulmans pour briser le siège de Gaza »

George Galloway, député britannique à la Chambre des communes (*), est un homme posé, vif, chaleureux. Son regard bleu est attentif et amical. Il n'a pas de temps à perdre. Il est préoccupé par la gravité de la situation à Gaza. Il a mille fers au feu mais il a néanmoins accepté de venir donner, le 26 janvier, une conférence à Lyon (**). C'est dans ce cadre que nous l'avons rencontré.

D'une voix forte, claire et limpide, il délivre son message : face à la guerre que mène l'Occident contre le monde musulman, c'est une faiblesse mortelle de la gauche de ne pas s'unir avec les musulmans [1]. Il est impératif que toutes les forces progressistes et anti-guerre s'unissent avec eux. Car les positions des musulmans aujourd'hui sont objectivement les mêmes que celles de tous les progressistes dans le monde : en finir avec les guerres et les injustices.

Silvia Cattori : Après le dernier convoi de « Viva Palestina » à Gaza [2], que comptez-vous faire ?

George Galloway : Je pense que le temps des discussions est passé. Les actions parlent plus fort que les mots. Nous devons briser le siège de Gaza par tous les moyens. Nous l'avons brisé trois fois au cours des derniers onze mois ; nous devons continuer de le briser de plus en plus pour obtenir la fin définitive de ce siège.

Nous n'allons pas laisser seule la population de Gaza. Le prochain convoi se fera par la mer. Nous n'avons pas d'autre choix. On prendra la mer en mai 2010. Il y aura des navires d'Afrique du Sud, du Venezuela, de Malaisie, de Turquie, etc. Nous avons besoin d'autant de navires que possible, du soutien d'autant de gouvernements que possible, de la protection d'autant de drapeaux que possibles pour apporter à Gaza autant d'aide que possible ; du ciment, du bois, des clous, pour reconstruire Gaza.

Certes, c'est beaucoup plus difficile maintenant que l'Égypte a interdit l'entrée de son territoire aux convois. J'aurais préféré aller par terre plutôt que par mer, je ne suis pas un marin, mais c'est la seule voie pour aller à Gaza. Nous voulons que ce convoi international puisse naviguer sous pavillon turc, qu'il y ait à son bord des personnalités éminentes, et qu'il puisse transporter une grande quantité de matériel. Nous avons de bonnes chances d'arriver à bon port. Si nous y parvenons, nous pourrions revenir avec nos bateaux remplis de produits de Gaza, et amorcer ainsi une ligne commerciale maritime entre Gaza et le monde.

Nous sommes en train de construire une coalition internationale ; le mouvement « Viva Palestina » existe maintenant dans de nombreux pays : Afrique du Sud, Australie, États-Unis, Malaisie, Grande Bretagne, Irlande ; je souhaite voir le mouvement de solidarité en France se joindre à nous.

Silvia Cattori : Si je comprends bien, vous comptez rassembler et unifier internationalement les groupes et les gens, actuellement dispersés et affaiblis, pour atteindre la plus grande efficacité possible et devenir éventuellement le leader de ce mouvement ?

George Galloway : Non, je ne pense pas en être le leader. Je crois que la Turquie est le leader. Le Premier ministre, M. Erdogan, devrait être notre leader. C'est, je crois, le seul homme d'État qui peut réellement avoir un large écho - en particulier dans le monde musulman, le monde arabe - et qui peut réveiller le géant endormi de l'opinion publique arabe.

La Turquie a été un élément très important dans notre réussite. Elle est un nouveau facteur dans cette équation palestinienne. Après des décades d'alliance stratégique avec Israël, la Turquie est dirigée aujourd'hui par un gouvernement que les citoyens du monde ne peuvent qu'admirer. L'ONG humanitaire "Turkish Relief Foundation" (IHH) a été décisive dans le succès de notre dernier convoi. Elle nous a apporté des véhicules et plus du 40% des personnes qui ont participé au convoi. M. Erdogan est intervenu personnellement pour obtenir que Moubarak nous laisse passer. Il nous a apporté tout le soutien politique et diplomatique qu'il nous fallait pour que nous puissions atteindre notre objectif d'entrer à Gaza pour offrir à la population notre matériel et notre soutien.

Silvia Cattori : Je comprends que vous soyez pressé de repartir, et de vous lancer dans un nouveau défi pour attirer l'attention du monde sur Gaza et sa population délibérément affamée, et toujours prise au piège d'un enfermement plus que jamais cruel et dangereux. Mais n'est-ce pas un rêve irréalisable ? En naviguant sous pavillon turc, ne craignez-vous pas d'être accusé de vouloir dresser un État contre un État ? Cela ne sera-t-il pas considéré par Israël comme un acte de guerre ?

George Galloway : Non, cela ne sera pas un acte de guerre parce que les eaux internationales sont les eaux internationales ; et après c'est la mer de Gaza. Il faut seulement avoir le courage de passer des eaux internationales aux eaux de Gaza. Il n'y a aucune menace contre Israël. Le convoi peut être inspecté par des fonctionnaires des Nations Unies, pour vérifier qu'il n'y a pas d'armes. Déjà plusieurs bateaux sont passés.

Silvia Cattori : Les trois dernières tentatives d'atteindre Gaza par la mer, en 2008, ont échoué ! Et les deux premières tentatives, si elles ont réussi, n'est-ce pas qu'Israël avait peut-être à ce moment là, un intérêt à les laisser passer ?

George Galloway : Il s'agissait d'un ou deux bateaux, et ils n'avaient pas la protection d'États importants. Il faut s'assurer la protection d'États qui pèsent d'un certain poids. C'est à quoi nous travaillons maintenant. Je crois que nous sommes en mesure de créer les conditions qui nous permettront d'arriver à bon port. Nous devons essayer coûte que coûte ; dans ce contexte de blocus, il n'y a pas d'autre voie pour atteindre Gaza que d'y aller par la mer. Au début des années 1960, quand Berlin Ouest était isolé, tous les pays européens ont organisé un pont aérien pour lui apporter de l'aide. C'est d'un tel pont dont nous avons besoin. Nous ne pouvons pas le faire par air mais nous pouvons le faire par mer. Plus important il sera, mieux ce sera. Nous devons y aller en grand nombre ; nous devons avoir à bord des personnalités de renom, et le soutien d'États importants, ou au moins d'un État important. Et la Turquie sera, je crois, la clé.

Silvia Cattori : Le groupe de « Free Gaza » n'a-t-il pas annoncé son intention d'aller à Gaza à la même époque ? Ne travaillez-vous pas ensemble ?

George Galloway : Je ne sais pas ce que va faire « Free Gaza » ; nous respectons ce qu'ils font. Nous savons qu'ils ont déjà différé trois fois leur voyage ; je souhaite qu'ils se joignent à notre convoi, mais s'ils décident d'y aller seuls, ils ont mon entier soutien.

Silvia Cattori : Les gens qui vous ont fait confiance, qui vous ont accompagné durant les trois convois, surtout lors du dernier, comment vont-ils ? Cela a dû être une expérience fascinante et sans doute enrichissante, mais aussi très traumatisante. Comment sont-ils revenus du troisième et dernier convoi de décembre-janvier ? Et vous-même ? Brisés ou plus forts ?

George Galloway : Plus forts. Mais le prochain convoi par mer ne nécessitera pas d'engager la présence d'autant de personnes. Dans ce cas, les seules personnes qui peuvent être un soutien, qui peuvent être vraiment efficaces, sont des personnalités connues, des gros donateurs, et des gens qui ont une expérience de marin. Nous n'avons pas besoin de beaucoup de passagers dans ces bateaux. C'est une tactique différente, celle-ci. Dans un convoi par terre, tout le monde était le bienvenu. Dans le dernier, nous avions avec nous 520 personnes de 17 pays. Ici, nous n'aurons besoin que de 15 à 20 personnes par bateau.

Silvia Cattori : Les gens qui ont suivi votre longue et pénible odyssee ont été impressionnés. Cela doit vous faire plaisir de savoir que l'on entend dire : « Si vous voyez quelqu'un de la trempe de Galloway, suivez-le ». Mais vos succès ne pèsent-ils pas lourd sur vos épaules ? C'est une grande responsabilité !

George Galloway : Oui. Mais je suis dans ce combat depuis 35 ans. J'avais 21 ans quand je l'ai commencé. Je ne vais pas l'abandonner. Nous n'allons pas laisser seule la population de Gaza.

Silvia Cattori

(*) Voir le site web de George Galloway :

<http://www.georgegalloway.com/index.php>

(**) Invité par l'association Résistance Palestine.

28 janvier 2010 | Thèmes : [Gaza](#) [Mouvements de solidarité](#) [Droit international](#)

[1] Par deux fois le public s'est levé et l'a ovationné pour lui exprimer son admiration pour avoir réussi par trois fois de véritables exploits en assurant l'arrivée des convois de « Viva Palestina » à Gaza.

[2] Voir : « ["Viva Palestina", et maintenant ?](#) », par Stuart Littlewood, info-palestine.net, 14 janvier 2010.

<http://www.silviacattori.net/article1092.html>

2-6 Le Hamas dénonce une stratégie d'élimination, en Cisjordanie.

nb PS : La publication de l'article signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Mardi 2 février, Le dernier chauffeur du député Nasser Abd el Jaouad a passé deux mois en prison en Cisjordanie. De crainte de connaître le même sort, plus personne ne veut travailler pour ce représentant du Hamas.

Le chauffeur avait été arrêté par les forces de sécurité palestiniennes fidèles au président Mahmoud Abbas, dont le gouvernement établi à Ramallah est en conflit ouvert avec les islamistes du Hamas qui l'ont chassé de la bande de Gaza.

"Quand je demande aux gens de travailler avec moi, ils refusent. Ils ont peur", explique Nasser Abd el Jaouad, élu au Conseil législatif palestinien en 2006, lors d'un scrutin qui vit le Hamas battre le Fatah d'Abbas alors au pouvoir.

L'onde de choc provoquée par cette victoire, due en partie au rejet d'un Fatah que les électeurs considéraient comme un appareil corrompu, a plongé les Palestiniens dans une violente crise politique et dans une guerre civile dans la bande de Gaza.

Le Mouvement de la résistance islamique a fini par y prendre le pouvoir par les armes en juin 2007 et gouverne toujours ce territoire placé sous un étroit blocus israélien.

"Un programme est mené pour déraciner le Hamas en Cisjordanie", assure à Reuters le député Omar Abdel-Razik dans son bureau de Salfit, village proche de Naplouse.

"Il n'y a pas d'activités du Hamas. Des arrestations sont effectuées de façon quotidienne", ajoute-t-il.

Le Hamas affirme que 600 de ses membres sont détenus en Cisjordanie, illustration du fossé dans lequel beaucoup de Palestiniens voient mourir leurs espoirs d'avoir un jour un Etat indépendant.

DIVERGENCES STRATÉGIQUES

Le Hamas et l'Autorité palestinienne s'accusent mutuellement de vouloir éliminer le mouvement rival

Pour les analystes palestiniens, les Israéliens opposés à la création d'un Etat palestinien ne peuvent que s'en réjouir.

La médiation égyptienne visant à réconcilier les deux camps n'a pour l'heure rien donné. (...)

Les accusations réciproques de recours à la torture exacerbent cette hostilité, qui trouve ses racines dans les divergences de stratégie à l'égard d'Israël.

Le Hamas, conteste la stratégie de négociation d'une paix durable poursuivie par Mahmoud Abbas.

Abd el Jaouad et Abdel-Razik ont passé l'un et l'autre plus de trois ans en prison en Israël après leur élection au Conseil législatif palestinien, institution qui ne s'est pas réunie depuis les affrontements de 2007.

Ils font partie de la quarantaine de députés du Hamas arrêtés après l'enlèvement, en juin 2006 près de la frontière avec la bande de Gaza, du soldat Gilad Shalit, toujours détenu.

Abd el Jaouad a été libéré en septembre et déplore que les forces de sécurité palestiniennes aient interdit la réception prévue pour son retour.

Un responsable de la sécurité explique que le Hamas utilise ces rassemblements pour inciter la population à la haine contre l'Autorité palestinienne.

Plus de 200 organisations caritatives affiliées au Hamas, essentielles à son implantation locale, ont été fermées et quiconque est lié au mouvement a pris l'habitude d'être suivi par les forces de sécurité, raconte le député.

Les fonctionnaires proches du Hamas se plaignent en outre d'avoir été limogés pour des raisons politiques.

Le dernier chauffeur d'Abd el Jaouad relève, lui, que son ancien emploi au service de Yasser Arafat ne lui a pas évité l'arrestation. "J'ai passé deux mois à travailler pour lui et deux mois en prison. Personne ne veut travailler avec lui."

http://fr.news.yahoo.com/4/20100202/twl-po-cisjordanie-hamas-bd5ae06_1.html

2-7 Abbas : « Je soutiens le mur égyptien »

Nb : PS : La publication de l'article signifie nullement que la rédaction partage le point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

Interview exclusive : Le Président palestinien fait allusion à des pourparlers avec médiateurs pour redémarrer le processus de paix moribond.

Mahmoud Abbas a insisté qu'il ne permettrait aucun retour à une résistance palestinienne armée et a appelé Israël à geler la construction des colonies pendant trois mois pour permettre le retour à des discussions de paix. La poursuite de la colonisation de la Cisjordanie par Israël conduit à une « solution à un État », a dit le président palestinien Mahmoud Abbas au Guardian, tout en indiquant qu'il a l'assurance d'accepter cette semaine une proposition étasunienne de « discussions locales » avec Israël via des médiateurs étasuniens.

Lors d'une interview exclusive, le président de l'Autorité Palestinienne a aussi insisté sur le fait qu'il ne permettrait aucun retour à une résistance armée ; a proposé des négociations directes avec Israël en échange d'un gel complet de trois mois de la colonisation ; a déclaré qu'il avait été proche d'un accord global avec l'ancien leader Ehoud Olmert, qui allait plus loin que tout ce qu'avait négocié Yasser Arafat sous la présidence de Bill Clinton ; et a défendu la construction par l'Égypte d'un mur souterrain pour empêcher la contrebande dans la bande de Gaza contrôlée par Hamas.

Le président de l'Autorité Palestinienne a été sous intense pression US pour ouvrir des négociations de paix avec le gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu, mais a jusqu'à présent refusé de le faire à moins qu'Israël gèle toute construction de colonies dans les territoires palestiniens occupés, comme l'avait demandé le président américain, Barak Obama, selon les exigences de la feuille de route de 2002. Israël n'a accepté qu'un arrêt partiel de la construction de colonies pendant 10 mois.

Le mois dernier, Obama a concédé que les USA avaient échoué à parvenir « au genre de percée que nous voulions » au Moyen-Orient, et n'auraient peut-être pas suscité des attentes aussi élevées s'ils avaient anticipé les problèmes politiques.

Parlant à Londres après avoir rencontré Gordon Brown et le secrétaire aux affaires étrangères David Miliband, le leader palestinien a dit qu'il ne savait pas pourquoi les Américains avaient reculé sur leur demande d'un gel complet. Il consulterait les alliés arabes avant de répondre jeudi à l'appel à des discussions informelles de l'envoyé américain pour le Moyen-Orient George Mitchell.

« S'il y a un contenu quelconque dans la réponse du côté israélien — par exemple, s'ils acceptent le cadre d'une solution à deux États basé sur les frontières de 1967 et une fin de l'occupation, avec un calendrier et des mécanismes — alors il y aura un progrès », a dit Abbas.

Israël est pressé par les USA de répondre par des mesures établissant la confiance, dont une fin des incursions militaires, le démantèlement de check-points et la libération de prisonniers, si des pourparlers indirects ont lieu. Abbas a aussi dit qu'il serait prêt à reprendre des négociations de paix face à face si Israël gelait toute construction de colonies pendant trois mois et acceptait les frontières de 1967 comme base pour des échanges

de terres. « Ce ne sont pas des pré-conditions, mais les exigences de la feuille de route. S'ils n'y sont pas prêts, c'est qu'ils ne veulent pas de solution politique. »

L'autorité palestinienne et l'OLP soutiennent la solution à deux Etats, a dit Abbas. Mais ce que fait Israël maintenant en Cisjordanie, en terme d'occupation continue, d'extension des colonies et de confiscation de la terre palestinienne, « mène à une solution à un État, que nous rejetons ».

Abbas a déclaré que les négociations avec Olmert pendant les préparatifs de la guerre de Gaza avaient été plus loin que celles tenues en janvier 2001 à Taba entre Arafat et Ehoud Barak, et comprenait « des échanges frontaliers, Jérusalem et le retour de certains réfugiés », mais le gouvernement Netanyahu a refusé ce qui avait été accepté comme base pour une négociation ultérieure.

Le leader palestinien est sous pression, à la fois de son rival le Hamas et à l'intérieur de son propre mouvement Fatah, sur les concessions aux USA et à Israël et sur l'incapacité apparente de sa direction à fournir des progrès tangibles vers les objectifs nationaux palestiniens de fin de l'occupation israélienne, de souveraineté et de retour des réfugiés Palestiniens.

« Il n'y aura pas de retour à la lutte armée », a dit Abbas. « Ceci détruirait notre territoire et notre pays ». Hamas lui-même, a-t-il argumenté, « ne résiste pas » — une référence au cessez-le-feu effectif de l'organisation depuis janvier de l'an dernier — « et maintenant il parle de paix et de trêve avec Israël ».

Mais si Israël continuait à résister à la fin de l'occupation, il démissionnerait et refuserait de se présenter à de nouvelles élections : « Je devrais dire à notre peuple qu'il n'y a pas d'espoir et pas d'utilité à mon maintien en fonction ». Les quatre années d'Abbas comme président élu de l'AP ont expiré il y a un an, mais le mois dernier l'OLP a promougué son terme jusqu'à ce que de nouvelles élections soient tenues.

Le leader de l'AP a défendu les mesures énergiques de ses services de sécurité sur les militants de Hamas en Cisjordanie, en insistant sur : « nous ne voulons emprisonner aucun membre politique de Hamas, mais seulement les gens qui provoquent la situation sécuritaire, même ceux du Fatah ».

Il a aussi démenti les rapports publiés dans Le Guardian selon lesquels la CIA avait travaillé étroitement avec des éléments de l'appareil sécuritaire de l'AP impliqués dans l'arrestation et la torture possible de sympathisants de Hamas. Le rôle américain a été restreint à l'entraînement et à la mise à niveau des forces de sécurité dans le cadre d'un effort international plus large, a-t-il dit.

L'AP était prête à tenir de nouvelles élections dans les territoires palestiniens, gagnés par Hamas en 2006, si l'organisation islamiste signe l'accord de réconciliation élaboré par le gouvernement égyptien, a dit Abbas. Il a blâmé « quelqu'un d'extérieur » — nom de code pour l'Iran — pour le refus par Hamas de le faire.

Le président palestinien a aussi défendu la décision de l'Égypte de construire un mur souterrain pour empêcher les tunnels de contrebande sous la frontière sud de la bande de Gaza soumise au blocus. « Je soutiens le mur [égyptien] », a dit Abbas. « C'est le droit souverain des Égyptiens dans leur propre pays. Les fournitures légitimes devraient être amenées par les points de passage légaux ».

Seumas Milne
The Guardian

5 février

Titre original : « Mahmoud Abbas : Israel's West Bank occupation leading to one-state solution »

31 janvier 2010 - The Guardian - Vous pouvez consulter cet article à :

<http://www.guardian.co.uk/world/201...>

Traduction de l'anglais : JP. Bouché

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=8124

2-8 Après la mort d'Al-Mabhoh : Une liste de liquidation de 12 chefs militaires palestiniens.

La direction du Hamas aurait adressé, lundi 1er février 2010, un avertissement des plus forts aux dix de ses chefs militaires et de deux du Djihad Islamique, estiment des sources israéliennes.

L'avertissement dirait que le Hamas a reçu des renseignements confirmant que les différents services israéliens de sécurité sont en train de préparer une série d'assassinats, après l'assassinat le 19 janvier 2010 de Mahmoud Al-Mabhoh, l'homme du Hamas du contact avec l'Iran.

Les sources se montrent étonnées de voir une organisation militaire exposer les noms de douze chefs importants. La liste contient le nom de Mohammed Daïf, le chef militaire supérieur du Hamas, bien qu'il soit infirme, blessé gravement dans une tentative israélienne d'assassinat. Il y a aussi Ahmed Al-Jaabari, le chef des états généraux des brigades d'Al-Qassam. Abou Khaled. Marwan Issa. Abou Khaled Hojazi. Mohammed Kharroub, chef du Djihad Islamique. Abou Al-Montassir. Abou Qossai. Nader Jaabir. Khaled Mansour, responsable du Djihad Islamique à Gaza. Mohammed Sanwar. Mohammed Abou Shimala. Ahmed Ghandour.

L'assassinat d'Al-Mabhoh

Il est important de souligner que le président du service de renseignements israélien s'active beaucoup, ainsi que des grands officiers, en ces dernières semaines, en faisant des allers-retours entre Tel-Aviv et certaines capitales arabes.

Et Perez, président de l'Entité sioniste, s'est envolé vers l'Allemagne pour menacer les Allemands et leur rappeler l'holocauste, afin qu'ils continuent leur soutien à "Israël".

Benjamin Netanyahu, le premier ministre israélien, a lui aussi rencontré plusieurs chefs de services de sécurité européens. Il est vite revenu à Tel-Aviv pour des réunions urgentes avec ses officiers. On a vite compris que quelque chose se préparait dans les coulisses, quelques nouvelles visions sécuritaires.

En effet, le chef du cabinet israélien et ses ministres ont décidé d'actionner le Mossad et de le faire travailler pour semer la peur parmi les régimes arabes.

Ainsi, le feu vert a été donné au Mossad de pratiquer des opérations spéciales pour perturber le Hamas et le Hezbollah.

Et l'assassinat d'Al-Mabhouh, un des chefs militaires des brigades d'Al-Qassam, ne représente que le premier épisode d'une longue série d'opérations qui continueront les semaines à venir. "Israël" voudrait arriver à deux objectifs.

Le premier serait de semer le doute et l'anarchie dans les services de sécurité arabes de quelques capitales arabes.

Le deuxième but serait d'attirer le Hamas et le Hezbollah vers des actes allant à l'encontre des intérêts israéliens en Europe, pour ensuite les accuser de terrorisme.

Une accusation qui éloignerait les regards de tous ces crimes commis par les Israéliens à l'encontre du peuple palestinien. Et le Monde aurait oublié le rapport de Goldstone.

Dans les coulisses, les mouvements de résistance verraient difficile toute opération à l'étranger, bien que leurs sympathisants les attendent pour venger l'assassinat de Moghniya et d'Al-Mabhouh. Par contre, une opération spectaculaire serait possible à l'intérieur de l'Entité sioniste.

A savoir que les agents du Mossad ont obtenu des passeports de certains pays européens afin de faciliter leur pénétration à Dubaï et de mettre en œuvre le dernier assassinat.

Une ambassade européenne aux Emirats Arabes Unis a été prise comme QG par les agents israéliens, au nombre d'une vingtaine d'hommes et de femmes.

Rapport publié par le site Tik Debka, le 5 février 2010

Traduit et résumé par le département français du CPI

CPI

9 février

Source : CPI

<http://www.palestine-info.cc/...>

2-9 L'occupation israélienne change le visage de la ville d'Al-Quds.

Depuis leur occupation de la ville d'Al-Quds, les Israéliens ont établi beaucoup de changements, dans la ville voire dans sa structure démographique, sociale et culturelle. Des centaines d'hectares de terre ont été confisquées. Quelque dix-neuf colonies ont été bâties comportant environ 60 unités résidentielles où habitent plus de 160 mille colons.

En 1948, les israéliens ont occupé la partie occidentale de la sainte ville d'Al-Quds. Et en 1967, ils ont occupé sa partie orientale.

En 1980, la Knesset, le parlement israélien, l'a déclarée comme capitale de l'Entité sioniste, en dépit du refus de la communauté internationale.

Mais encore.

Le maire israélien de la ville, Nir Barakat, a révélé l'existence de plans mis en place pour construire encore plus d'unités résidentielles pour les colons dans la partie orientale de la ville d'Al-Quds, après avoir mis complètement la main sur sa partie occidentale.

Dans ses déclarations de presse, Barakat avait déclaré que s'il y a des problèmes de prix d'appartements du côté juif de la ville d'Al-Quds, pourquoi on n'en construirait pas dans le côté oriental, puisque les terrains sont sous la mainmise du gouvernement israélien. Il prétend que les terrains sont la propriété des Juifs, et non des Arabes. Cette campagne coloniale menée par les autorités de l'occupation israélienne contre la ville d'Al-Quds fait peur aux Palestiniens qui représentent 34% des habitants de la ville.

Les occupants israéliens se sont déjà activés à changer la carte démographique de la ville d'Al-Quds, dès la fin du premier congrès sioniste tenu dans la ville de Bâle, à la fin du mois d'août en 1897. A partir de cette date, le nombre de Juifs n'a pas cessé de grimper. Et après la déclaration de Balfour en 1917, précisément entre 1917 et 1948, lorsque la Grande-Bretagne avait laissé grande ouverte la porte de la Palestine pour une intense immigration des Juifs.

Les milices sionistes de Shtern, d'Itselt et de Haganah ont chassé plus de cent mille Palestiniens de la partie occidentale de la ville d'Al-Quds.

Et durant la guerre de 1967, les occupants israéliens ont chassé plus de 15 mille Palestiniens de sa partie orientale, explique Khalil Tokmachi, expert de la colonisation.

27/01

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=121602&language=fr>

2-10 Jérusalem 2020: les Israéliens majoritaires, la présence arabe réduite à 12%

...

L'organisation islamo-chrétienne pour le soutien de la ville d'Al-Quds occupée et les lieux saints, a mis en garde contre l'instauration d'une ville juive sur les ruines des maisons palestiniennes démolies, à Selwan (Est de Jérusalem occupée).

Cet appel intervient après les déclarations lancées par le maire de la municipalité d'Al-Quds occupée, qui a menacé de détruire toutes les maisons palestiniennes soi-disant "non autorisées". Des centaines de familles palestiniennes seront désormais sans-abris.

"Les autorités d'occupation considèrent la région de Selwan comme une ville juive et exécutent leurs agendas afin de s'emparer de cette région", a averti l'organisation.

JERUSALEM 2020

L'organisation islamo-chrétienne pour le soutien d'al-Qods et les lieux saints a également mis en garde contre le plan sioniste appelé "Jérusalem 2020" qui vise à judaïser la ville d'al-Qods occupée.

Elle a révélé que l'occupation a consacré plus de 10 milliards de dollars américains pour effectuer ce plan, qui vise à annexer les colonies qui entourent la ville sainte et confisquer les terres palestiniennes.

Elle a souligné que ce plan vise aussi à installer plus de 40 mille colons sionistes dans la ville d'al-Qods, pour qu'ils deviennent majoritaires, et ce, après la réduction de l'existence palestinienne dans cette ville sainte: soit moins de 12 % palestiniens en 2020.

L'organisation a renouvelé son appel au conseil de sécurité de l'Onu pour qu'il mette fin à toutes les mesures sionistes terroristes visant à judaïser la ville et ses lieux saints islamiques et chrétiens

07/2

[.http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=123337&language=fr](http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=123337&language=fr)

2-11 Une quinzaine de blessés dans des heurts israélo-palestiniens.

Une quinzaine de personnes ont été blessées dans des heurts survenus lundi entre policiers israéliens et manifestants palestiniens dans un camp de réfugiés en lisière de Jérusalem.

Le gouvernement palestinien a vivement condamné ce qu'il a appelé une incursion israélienne et certains de ses responsables ont estimé que les négociations avec Israël ne pourraient reprendre que si elles se concentraient sur la question des frontières et sur d'autres aspects au coeur du conflit, et qu'elles se fixaient une date butoir claire.

Des manifestants palestiniens et les forces israéliennes se retrouvent face à face chaque semaine depuis des mois, lors de rassemblements généralement pacifiques organisés contre la saisie récente par les Israéliens d'habitations où vivaient des Palestiniens, dans certaines parties de Jérusalem-Est.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, qui sous la pression des Américains a décrété un gel limité et temporaire des constructions de logements en Cisjordanie occupée, refuse de céder aux Palestiniens, qui réclament l'arrêt de la construction d'habitations pour des Juifs dans Jérusalem-Est, partie arabe de la ville, conquise en 1967 lors de la guerre des Six-jours.

La dispute a pris un tour violent lundi lorsque des enfants palestiniens ont caillassé des véhicules de police israéliens qui pénétraient dans le camp de réfugiés de Shoafat. Les jets de pierres ont blessé quatre agents israéliens, a indiqué un porte-parole de la police israélienne.

La police avait lancé l'opération dans ce camp pour arrêter ce qu'Israël a présenté comme des suspects de fraude fiscale. Dix Palestiniens ont été blessés dans la confrontation, mais aucun grièvement, ont déclaré des responsables palestiniens.

Dans un communiqué, l'Autorité autonome palestinienne a vivement condamné l'"incursion" israélienne, assortie d'une opération militaire qui a visé trois secteurs palestiniens de Jérusalem-Est et au cours de laquelle, selon elle, des dizaines de personnes ont été interpellées.

A Tokyo, le ministre palestinien des Affaires étrangères, Riad Malki, a souligné que toute reprise des négociations de paix avec Israël, bloquées depuis l'offensive israélienne contre la bande de Gaza pendant l'hiver 2008-2009, devrait aborder avant tout la question des frontières et se fixer un délai de quatre mois.

L'accrochage de lundi illustre une nouvelle fois les tensions cristallisées autour de la ville de Jérusalem, considérée par l'Etat hébreu comme sa capitale "indivisible et éternelle". Les Palestiniens, eux, veulent faire de Jérusalem-Est, annexé par Israël en 1967, la capitale d'un futur Etat.

AP 9/2

2-12 Ilan Pappé : « Le sionisme était un mouvement colonial ».

Entretien avec Ilan Pappé sur son livre *Le Nettoyage ethnique de la Palestine*, l'occupation permanente et les démarches pour une paix au Proche-Orient par Rolf-Henning HINTZE

Le Professeur Ilan Pappé (né en 1954) est un historien israélien.

De 1984 à 2007 il a enseigné à l'Université de Haïfa et actuellement il est à l'Université d'Exeter en Grande-Bretagne.

Son livre *Le Nettoyage ethnique de la Palestine* (394 p., 20,90 €, Fayard 2008) a déclenché des attaques violentes contre lui.

Rolf-Henning Hintze (RHH): *En Israël, vous avez affronté bien des difficultés et à la fin, vous avez décidé d'accepter un travail à l'étranger. Quel genre de pression a-t-on exercé sur vous ?*

Ilan Pappé (IP) : Je ferais la différence entre la pression et la décision de vivre en Europe. La pression s'est d'abord manifestée dans mon environnement académique où j'ai été isolé et boycotté. Je ne pouvais plus prendre part à des séminaires et des conférences, ma promotion fut suspendue. C'était l'une des formes de pression. L'autre était constituée de fréquentes menaces de mort qui m'étaient adressées par téléphone, e-mail ou par poste. Parmi celles-ci, certaines n'étaient probablement pas sérieuses, mais reflétaient simplement la haine, mais je rappelle le cas d'un professeur qui a été victime d'un attentat à la bombe à la suite de menaces similaires. Je me suis décidé à quitter le pays parce qu'il ne m'était pas possible d'avoir un dialogue fructueux avec mes collègues et avec la société en général. Je pensais que je pourrais bien mieux servir la cause – dont je demeure convaincu – en travaillant à l'étranger. La très grande similitude entre la société d'apartheid blanche d'Afrique du Sud lorsqu'elle était au sommet de sa puissance et Israël, où il est impossible d'initier des processus de transformation de l'intérieur, m'est apparue toujours plus clairement. On ne peut y parvenir que par la pression de l'extérieur.

(RHH): *Vous dites qu'il 'y avait plus de dialogue avec vos collègues. Comment cela a-t-il commencé? A-t-on d'emblée refusé vos livres ou y avait-il encore une certaine compréhension au début?*

(IP) : Les collègues vous accompagnent tant que vous restez dans le cadre des représentations sionistes. Dès l'instant où on se libère soi-même du dogmatisme sioniste, et qu'on appréhende la réalité d'une autre manière, on ne peut plus revenir en arrière et ça, les collègues le sentent. C'est comme si on avait franchi le Rubicon et ils savent qu'on a traversé un fleuve très large.

(RHH): *Vous parlez de la libération du dogmatisme sioniste. C'était probablement un très long processus. Quelles en ont été pour vous les étapes?*

(IP) : Ce fut un long cheminement. Jusqu'en 1982, alors que je me trouvais en Angleterre à préparer mon doctorat, je n'avais jamais pensé quitter cette idéologie. Dans mon cas, il n'y a pas eu d'évolution dramatique pour quitter le camp sioniste. Mais trois facteurs ont contribué en moi à ce changement, bien qu'ensuite, il fallut encore du temps jusqu'à ce que cela mûrisse. D'abord, il y eut le fait que j'étudiais hors d'Israël. Ceci est très important parce qu'on voit les choses sous un autre éclairage. Ensuite, il y eut la guerre de 1982 contre le Liban. Même la majorité de la presse israélienne laissait les gens dans l'incertitude. C'était la première guerre dont la justification était mise en doute par les gens, et pas seulement par les membres de l'extrême-gauche. Cela faisait réfléchir: s'il y avait une guerre injuste, qu'en était-il des autres? Et finalement, je travaillais déjà depuis environ deux ans sur du matériel d'archives concernant les événements de 1948. Il faut environ un an avant qu'on commence à comprendre – qu'on commence ! Il faut des années, pour comprendre cela complètement. A cette époque, je commençais à comprendre ce qui s'était passé en 1948, et ce que je voyais, était terrible pour moi. Ça dépassait tout ce qu'on m'avait appris sur le judaïsme et le sionisme. C'était énorme.

(RHH): *Quelles ont été les réactions lorsque vous avez publié les résultats de vos recherches ?*

(IP) : Mes premiers livres, à peu près jusqu'en 2000, n'ont pas été acceptés avec une particulière bienveillance, mais ils paraissaient encore légitimes, ils étaient encore à peu près recevables. Pendant une guerre, des gens sont délogés, ça arrive malheureusement, mais ça ne remet pas fondamentalement en cause la moralité de l'État. Mais lorsqu'au début de ce siècle j'ai commencé à décrire le sionisme comme un colonialisme, la guerre de 1948 comme un nettoyage ethnique et lorsque j'ai désigné le régime en Israël même et dans les territoires occupés comme un régime d'apartheid, j'ai dû faire face à des réactions très vives. On m'a traité comme un traître.

(RHH): *La thèse principale de votre livre: " Le Nettoyage ethnique de la Palestine ", est que la direction sous Ben Gourion considérait les Palestiniens, déjà avant l'indépendance d'Israël comme un obstacle à la réalisation du sionisme. Était-ce le motif pour le plan Dalet, de sinistre mémoire, d'expulser systématiquement les Palestiniens?*

(IP) : En Israël, même les historiens critiques contemporains disent qu'il y a eu une guerre et que dans cette guerre, des gens ont été expulsés. J'ai dit au contraire que la guerre fut initiée pour expulser des gens, ce qui est très différent. Les preuves matérielles sont à mon avis manifestes. C'est intéressant, une fois qu'on s'est libéré de l'idée que seuls des historiens juifs israéliens peuvent décrire l'histoire d'Israël et qu'on lit ce que des scientifiques palestiniens ont écrit il y a 20 ou 30 ans. Il y avait des hommes de grande intelligence, par ex. l'historien Walid Khalidi ou le grand philosophe Edward Saïd, mais encore bien d'autres universitaires qui voyaient très clairement que la guerre fut le moyen par lequel Israël voulait réaliser l'épuration ethnique de la Palestine. Il faudrait que les gens qui n'acceptent pas ma thèse expliquent comment, avant que la guerre ne commence le 15 mai 1948, la moitié des Palestiniens qui devinrent des réfugiés, étaient déjà des réfugiés – avant la guerre! Si la guerre a commencé le 15 mai, pourquoi Israël a-t-il expulsé 75 000 personnes de Haïfa, 70 000 de Jaffa, 20 000 d'Acre, 10 000 de Safad ? Toutes les agglomérations urbaines de Palestine ont pratiquement été "nettoyées" avant le 15 mai 1948. A peu près la moitié des hommes qui devinrent des réfugiés ont été expulsés. Même les Israéliens admettent que ceux-ci ont été chassés durant la guerre. Il doit y avoir quelque chose là-dessous. La guerre n'est pas la raison qui explique l'expulsion, il doit y avoir une autre explication. Et les preuves sont tout à fait manifestes.

(RHH): *Vous ramenez cela au fait que Ben Gourion avait une conception particulière de l'idéologie sioniste?*

(IP): Oui, derrière cela se cachait la façon d'interpréter l'idéologie sioniste des dirigeants des années 30 et 40. Ce n'était pas le sionisme en général, mais une interprétation spéciale. Elle disait qu'il fallait avoir une aussi grande part que possible de la Palestine avec un aussi petit nombre que possible de Palestiniens dedans. Les leaders sionistes ont dit ça à de nombreuses occasions. La question était: comment peut-on réaliser cela? Une lettre de Ben Gourion à son fils des années trente illustre cela. Il y écrivait que les guerres étaient la meilleure façon de rendre la Palestine plus juive et moins arabe.

(RHH): *Vous avez mis un accent particulier sur des interviews avec des témoins oculaires. Combien avez-vous pu interroger?*

(IP): Des douzaines de personnes. Un problème particulier a cependant surgi : un grand nombre de ceux que j'aurais voulu rencontrer étaient déjà décédés. Mais j'ai quand même eu de la chance parce qu'au moment où j'ai commencé à travailler sur le livre, de jeunes Palestiniens avaient déjà commencé à enregistrer des témoignages oraux de témoins oculaires. Il y avait donc déjà des quantités de matériel, dont également des témoignages de personnes entretemps décédées. Ce matériel m'a beaucoup enrichi; j'aimerais presque dire que ça vous rend plus humain. Quand on lit par ex. que l'armée israélienne tua lors d'un engagement 12 personnes, en blessa 150 et en expulsa 70, ce ne sont que des chiffres. J'essaie de voir les hommes, je veux découvrir le nom des victimes, je veux savoir ce qu'elles ressentaient. J'ai également parlé à des blessés, à des survivants. J'ai aussi parlé à des soldats israéliens qui y étaient en 1948. Lorsque j'ai traité du cas de Tantoura (*un village palestinien, dans lequel l'armée israélienne a commis un massacre le 22 mai 1948, RHH*), j'ai constaté que beaucoup parmi eux étaient soulagés, peu avant leur mort, de raconter la vérité. Cela avait été difficile de vivre avec ce qu'ils avaient vu et fait.

(RHH): *Pouvez-vous préciser cela?*

(IP): Il y a un film documentaire sur Tantoura du célèbre acteur et metteur en scène palestinien Mohammed Bakri dont le titre est: "1948". Il y interroge Amos Kenan, un écrivain connu qui avait participé au massacre de Dawaymeh où 44 Palestiniens furent exécutés par les Israéliens. C'était étonnant de voir comment Kenan s'ouvrit tout à coup face à Bakri. Bakri lui demanda: "Mais il y a bien eu un massacre, n'est-ce pas?" Et il était évident que Kenan ne voulait pas en parler, il n'en a jamais parlé. Puis il dit: "Oui" et quand Bakri demanda ce qui s'y était passé, il répondit: "Ceux qui le savent, le savent, et ceux qui ne le savent pas, ne le savent pas." Ce fut tout. Mais c'était suffisant.

Un autre cas: Il y avait un soldat appelé Ambar qui devait devenir plus tard un officier supérieur de l'armée israélienne. Au début, il contesta qu'à Tantoura quelque chose avait mal marché. Ce qui est intéressant, c'est qu'ensuite il fit un parallèle avec l'Allemagne nazie. Il dit: "Ce que nous avons fait à Tantoura était pire que ce que les Allemands ont fait durant la Seconde guerre mondiale avec les prisonniers de guerre". Ils ne donnent jamais de détails, mais indirectement ils disent bien quelque chose. Cela me rend curieux et m'incite alors à continuer de rechercher.

Si on analyse les documents sans ce genre de témoignages, ils demeurent des documents arides qui disent peut-être que des choses irrégulières se sont déroulées à Tantoura. Comme un collègue l'a formulé : "des actions irrégulières, mais pas un massacre". Et alors on répond: Mais j'en ai parlé avec l'officier qui y était et avec des Palestiniens qui y étaient, j'ai vu le rapport des Nations Unies – et tout cela additionné fait que les actions irrégulières étaient un massacre.

(RHH): *Ben Gourion passe pour être le père fondateur d'Israël, mais avant lui il y avait d'autres immigrants sionistes qui arrivèrent avec une autre conception.*

(IP): Au début, les sionistes se composaient de deux groupes. Les premiers arrivèrent en 1882, c'étaient des colons classiques, d'ailleurs pas particulièrement sionistes. Ils voulaient acheter des terres en Palestine, ils employaient des ouvriers palestiniens, ils voulaient gagner de l'argent. C'était très typique pour l'Europe des années 1880. Ils étaient bien des Juifs et ils parlaient de la Terre Sainte, mais ils ne se distinguaient au fond pas d'autres colons colonialistes. Ces gens ont d'ailleurs décidé d'apprendre l'arabe. Mais ensuite arriva le deuxième groupe important. C'étaient les sionistes du 20^e siècle, ceux qui ont fourni les chefs sionistes, des hommes comme Ben Gourion et bien d'autres. Ils arrivèrent en 1905/1906. Ils étaient très pauvres et n'avaient nulle part où vivre. Et qui les aida? Les Palestiniens. Il y a là-bas une hospitalité traditionnelle, c'est une culture millénaire. On donne de la nourriture et un logement aux étrangers. On leur apprend à cultiver la terre. Et qu'écrivent des gens comme Ben Gourion dans leur journal? "Cet endroit est plein d'étrangers". Pour eux, les hommes qui les accueillirent étaient des étrangers. Quand on comprend cela, on comprend la mentalité sioniste. Il s'y cache la conception: Je ne veux pas voir ces gens parce que ce sont des étrangers qui se sont approprié quelque chose qui m'appartient. Les Palestiniens sont des étrangers et des intrus et nous allons les flanquer à la porte. Une fois qu'on a saisi cela, on comprend pourquoi il est si difficile d'entamer un dialogue avec les Palestiniens.

(RHH): *Israël semble plus éloigné de la paix que jamais. Quels devraient être à votre avis les premiers pas vers un véritable processus de paix ?*

(IP): Je pense qu'il faudrait d'abord modifier notre perspective et notre langue, la perspective envers notre histoire et la langue en rapport avec notre réalité. Nous devrions comprendre que la description historique qui dit qu'en Palestine il y a un conflit entre deux mouvements nationaux et qu'il suffit d'un bon médiateur pour réconcilier les deux, était une approche fautive. C'est comme en médecine, quand on n'a pas le bon diagnostic, on ne peut pas faire un bon traitement. Nous avons une analyse erronée, moi-même aussi, je m'y inclus. Nous devons admettre que le sionisme était un mouvement colonial. En soi, ceci n'est pas si grave, en Europe il y avait énormément de gens qui faisaient partie du mouvement colonial. La différence réside dans le fait que le colonialisme perdure au 21^e siècle. Ce n'est pas un conflit national, c'est un conflit entre une société de colons colonialistes et la population indigène. Si on n'accepte pas cette analyse, les efforts de paix n'iront pas dans la bonne direction. Si on veut apporter la paix à une situation coloniale, on a besoin de processus de réconciliation, de vérité et non pas des efforts de paix diplomatiques. Il faut un processus dans lequel la population indigène dise aux colons israéliens, surtout à ceux de la troisième génération: Nous sommes prêts à vivre avec vous malgré tout, nous sommes prêts à partager. Nous pouvons être heureux si les Palestiniens disent ça. Cela signifie qu'on accepte les colons comme faisant partie de la nouvelle réalité, de sorte que les uns cessent d'être des colons et les autres des colonisés.

Ce qui est très important, c'est le langage utilisé. La langue de la paix présuppose qu'on accepte de voir le problème de l'occupation. On dit que la paix signifie qu'on mette fin à l'occupation israélienne. Nous avons vu ce que les Israéliens ont fait: Bien, ont-ils dit, nous mettons bien fin à l'occupation, nous contrôlons l'espace aérien, les frontières, nous construisons des murs et nous enfermons les Palestiniens dans une grande prison, mais l'occupation est finie. Dans nos livres on peut lire à présent qu'il n'y a plus d'occupation – mais c'est le faux langage. J'espère qu'on comprendra en Europe qu'il faut exercer des pressions sur Israël pour qu'il change de direction. C'est semblable au cas de l'Afrique du Sud.

(RHH): *Pour vous une exigence n'est pas négociable: le droit au retour des réfugiés palestiniens.*

(IP): Je n'appellerais pas ça une exigence. Un droit et une exigence sont deux choses différentes. Les hommes ont des droits qui sont reconnus à différents niveaux, parfois au niveau national, parfois international. Les enfants ont des droits dans le monde entier, ils n'ont pas de revendications. Les réfugiés ont des droits, pas des revendications. Non, les Palestiniens n'ont pas besoin d'exiger leurs droits, le droit au retour est reconnu sur le plan international. Et le droit au retour des Palestiniens est reconnu sur le plan international par la résolution 194 des Nations Unies. La question n'est donc pas la revendication, mais comment ce droit peut-il être pris en compte dans une solution ? On doit négocier l'application pratique de ce droit. Pas seulement parce que de nos jours, des hommes juifs habitent dans les maisons de Palestiniens, bien que la plupart des villages palestiniens aient été rasés. Il ne s'agit donc souvent plus d'un retour dans les lieux d'antan, mais il y a aussi des Palestiniens qui habitent des maisons de Palestiniens exilés – c'est une affaire complexe. C'est sur le plan pratique que le problème est compliqué, pas sur celui des principes.

(RHH): *Quand on considère la situation à Gaza, on a l'impression que le gouvernement israélien n'a pas tiré de leçon de ses erreurs*

(IP): Effectivement, je ne pense pas que le gouvernement israélien a appris quoi que ce soit de l'opération contre Gaza - au contraire. Il nous faut distinguer entre deux réactions européennes. La société civile était très furieuse et cela a fondamentalement modifié l'opinion publique. Et il y a eu la réaction de l'élite politique qui était très tiède et qui montrait une certaine compréhension pour la nécessité pour Israël de se défendre. On n'était peut-être pas tout à fait d'accord avec l'utilisation excessive de la force, mais les Israéliens disent: Ben oui, c'est à vous de le dire.

Il y a une analyse intéressante de l'élite politique israélienne. Selon celle-ci, tout ce qui ne vient pas des gouvernements européens provient d'une façon ou d'une autre de forces antisémites dans la société européenne. Les gouvernements sont la voix raisonnable de l'Europe. Et que peut-on déduire de l'attitude du gouvernement allemand, danois, slovaque ou britannique durant l'opération contre Gaza? Si j'étais un politicien israélien, je traduirais par : Vous pouvez continuer avec ces opérations, pas de problème. On ne peut pas comprendre de quoi les politiciens européens ont peur – est-ce le reproche d'antisémitisme? Alors que la plupart appartiennent à une génération qui n'a pas participé aux crimes des nazis. Que craignent-ils alors? Est-ce que quelqu'un peut prétendre que je suis un antisémite parce que je ne veux pas que des enfants innocents soient massacrés? Est-ce que c'est de l'antisémitisme ?

(RHH): *La ville de Munich a soudainement retiré, un jour avant votre conférence prévue de longue date, l'autorisation pour une salle appartenant à la ville. Cela vous a-t-il surpris, avez-vous déjà vécu quelque chose de ce genre?*

(IP): J'ai vécu quelque chose de semblable deux fois, de façon différente, à Vienne et à Anvers. A Vienne, la personne responsable a décidé à la fin de ne pas céder à la pression. Donc la même histoire qu'à Munich: très fortes pressions sur la Ville pour annuler, mais finalement on n'y a pas cédé. A Anvers je devais parler au centre culturel de la ville, là aussi une lettre pleine de mensonges parvint aux organisateurs, comme à Munich, et là aussi ma conférence fut annulée. Mais la décision de Munich me surprend et me déçoit quand-même beaucoup. En même temps, je me sens réconforté car je pense que nous avons atteint un point où Israël a une peur énorme de la vérité exprimée.

Nous avons vu à Munich quelles armes ils utilisent contre cette pression. Ils jouent soit indirectement, soit ouvertement la carte de l'antisémitisme. Mais il y a si longtemps qu'ils abusent de ça que l'absurdité apparaît, précisément dans une manifestation comme celle-ci: Un Israélien natif d'Israël qui s'engage pour la paix en Israël et en Palestine veut présenter ses opinions qu'ils peuvent accepter ou réfuter, et il n'a pas le droit de s'exprimer parce que ce serait antisémite – cela est dénué de toute logique.

Sources: »Der Zionismus war eine koloniale Bewegung«-Gespräch mit Ilan Pappé

Article original publié le 5/12/2009

Pierre A. Krenger.

Édité par Fausto Giudice

Pierre A. Krenger est membre du [Collectif Urgence Palestine Vaud](#) (Suisse),

Fausto Giudice est membre de [Tlaxcala](#), le réseau de traducteurs pour la diversité linguistique. Cette traduction est libre de reproduction, à condition d'en respecter l'intégrité et d'en mentionner l'auteur, le traducteur, le réviseur et la source.

URL de cet article sur Tlaxcala : <http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=9888&lg=fr>

2-13 Ramzy Baroud : La Turquie saisit sa chance historique.

L'avis que le militant vétéran des droits de l'homme israélien Uri Avnery a formulé sur le récent clash diplomatique et politique israélo-turc, selon lequel « la relation entre la Turquie et Israël reviendra probablement à la normale, à défaut de retrouver son caractère naguère chaleureux », semblait marqué au coin du bon sens et de l'optimisme. A mon avis, toutefois, cette estimation est également erronée.

Pour dire les choses simplement : il n'y aura pas de retour en arrière.

Suat Kiniklioğlu

Dans un article récent intitulé « Israël doit se faire à l'idée que la Turquie a changé » [*Israel Must Get Used to the New Turkey*], M. Suat Kiniklioğlu, vice-président chargé des affaires extérieures du Parti de la Justice et du Développement (AKP) au pouvoir en Turquie, a écrit :

« Israël semble aspirer à l'âge d'or des années 1990, qui furent le résultat d'une situation extrêmement conjoncturelle au Moyen-Orient. Ces jours appartiennent au passé et il est peu vraisemblable qu'ils reviennent un jour, même si le Parti de la Justice et du Développement (AKP) était appelé à ne plus gouverner en Turquie ».

Cette dernière évaluation est sans doute beaucoup plus réaliste.

Pour les Palestiniens assiégés dans la bande de Gaza, Erdoğan est en passe de faire partie de la famille. C'est un héros populaire. Disons-le carrément : un nouveau Nasser...

L'on aurait tendance à partager la lecture optimiste qu'Avnery fait des événements, si la récente brouille avait été causée simplement par deux ou trois incidents isolés, comme, par exemple, le rude échange d'invectives en public au sujet de Gaza entre le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdoğan et le président israélien Shimon Peres lors du Sommet Economique Mondial, en janvier 2009 ou la récente humiliation préméditée de M. Oğuz Çelikkol, ambassadeur de Turquie en Israël, par le vice-ministre des Affaires étrangères israélien Danny Ayalon. Toutefois, ces incidents sont loin d'être isolés ; ils reflètent un glissement manifeste et probablement irréversible dans la politique turque à l'égard d'Israël, des Etats-Unis et du Moyen-Orient pris dans sa globalité.

Des décennies durant, la Turquie a été déchirée entre ses liens historiques avec les pays arabes et musulmans, d'un côté, et une tendance irrésistible à l'occidentalisation, de l'autre. Cette deuxième tendance semblait avoir une importance bien plus décisive dans la formation de la nouvelle identité turque dans sa manifestation et dans son apparence tant individuelle que collective (notamment en matière de politique étrangère).

Mais même durant ces tergiversations, la Turquie a continué à acquérir de l'importance en tant qu'acteur politique et économique incontournable. La Turquie est aussi devenue une nation adulte, dotée d'un sens indéniable de sa souveraineté et d'un sentiment croissant de fierté et de capacité audacieuse à s'affirmer en tant que puissance régionale.

Durant les années 1970, au cours desquelles l'« Islam politique » connaissait une ascension dans l'ensemble de la région du Moyen-Orient, la Turquie se remettait en question, et diverses personnalités et groupes politiques commencèrent à s'atteler à l'idée de porter l'Islam politique à un niveau encore jamais connu, entièrement nouveau.

Ce fut le Dr Necmettin Erbakan, Premier ministre de Turquie en 1996 et 1997, qui commença à remettre en cause la notion convenue d'une Turquie-membre de seconde classe de l'Otan, en dépit de ses efforts désespérés pour s'identifier à tous les oripeaux de l'Occident.

A la fin des années 1980, le parti Refah (parti du Bien-Être) d'Erbakan fit l'effet d'une tornade, pour la Turquie. Ce parti n'avait guère tendance à s'excuser de ses racines et de son attitude islamiques. Son accession au pouvoir, à l'issue des élections législatives de 1995, ne manqua pas de susciter des inquiétudes, la Turquie « résolument pro-occidentale » déviait, en effet, du script extrêmement rigide qui avait fait que ce pays avait été définitivement barré de tout rôle régional possible, en raison de son attitude de « laquais de l'Otan ». Selon Salama A. Salama, qui a utilisé cette formule dans un récent article d'*Al-Ahram Weekly*, la Turquie n'est plus ce fameux « laquais ». Et selon M. Kiniklioglu, c'est là quelque chose à quoi « Israël doit se faire ».

L'époque d'Erbakan a beau être révolue depuis longtemps, le legs de cet homme a inscrit dans la conscience nationale turque quelque chose qui ne l'a jamais quitté. Il a repoussé la frontière, il a osé défendre une politique pro-palestinienne, il a défié les diktats occidentaux, et il a même prôné un repositionnement économique de son pays, en créant le cartel D-8 des '*Developing Eight*' (huit puissances émergentes), qui réunissait les pays arabes et musulmans dotés du poids politique le plus important. Lorsqu'Erbakan fut contraint à quitter le pouvoir, à la suite d'un coup d'état militaire « postmoderniste », cela fut perçu comme la fin d'une expérimentation politique éphémère, qui se résuma au fait que même une forme bénigne d'Islam politique ne saurait être tolérée en Turquie ; l'armée s'était avérée, une fois de plus, toute-puissante.

Mais, depuis lors, les choses ont changé du tout au tout. L'AKP a remporté les élections en 2002 et son leadership était composé d'hommes politiques avisés et dotés de principes, qui visaient le changement, et même un véritable tournant géopolitique dans le positionnement politique de leur pays au Moyen-Orient.

L'AKP commença alors à diriger une Turquie déterminée, qui n'a jamais recherché l'acquiescement de l'Europe, ni une quelconque validation américaine. En rejetant l'utilisation du territoire turc en guise de piste de décollage pour les frappes américaines contre l'Irak en 2003, la Turquie acquit une voix – une forte et intelligible voix, devons-nous préciser – jouissant d'une large représentativité démocratique et d'un soutien populaire croissant. Cette tendance s'est poursuivie, ces dernières années. La Turquie a osé traduire sa puissance et son expertise politique en action, sans remettre, toutefois, en cause les équilibres politiques et militaires dont l'édification avait nécessité des années. Ainsi, tout en continuant à honorer ses accords militaires précédents avec Israël, elle a pratiqué aussi plusieurs ouvertures politiques (couronnées de succès) en direction de la Syrie et de l'Iran. Et, souhaitant d'être perçue comme un facteur d'unité, en des temps de désunion musulmane et arabe, elle a refusé de s'inscrire dans les camps bricolés de manière expédiente pour séparer les « modérés » des « extrémistes ».

En lieu et place, la Turquie a maintenu de bonnes relations avec tous ses voisins, ainsi qu'avec ses alliés arabes. A partir de 2007, les Etats-Unis ont commencé à percevoir l'émergence de la Turquie Nouvelle. La visite du président Barack Obama dans ce pays, peu après son accession au pouvoir, fut un des nombreux signes indiquant que l'Occident était en train de prendre en compte le statut « particulier » de la Turquie. On ne saurait abuser, menacer, ni même intimider la Turquie. Même Israël, qui défie depuis si longtemps toutes les normes de la diplomatie, est en train de prendre conscience, en ce moment-même, de ses limites, grâce au Président turc Abdullah Gül. A la suite de l'insulte belliqueuse d'Israël à l'encontre de l'ambassadeur de Turquie, celui-ci a en effet déclaré : « S'il n'y a pas d'excuses formelles de la part d'Israël, nous allons demander à Çelikkol de prendre le premier avion pour rentrer à Ankara ». Israël s'est excusé. Bien platement.

Il a fallu bien des années à la Turquie pour parvenir à un tel niveau de confiance, et le pays n'est certainement pas enclin à rester plus longtemps le « valet » de quiconque. Mieux : la position turque, unie et constante, de soutien à Gaza, et son franc-parler contre les menaces pesant sur le Liban, l'Iran et la Syrie montre clairement que les vieux jours des « relations chaleureuses » sont très loin derrière nous.

La Turquie trouvera toujours une audience très réceptive chez les Arabes et chez les musulmans dans le monde entier, car ceux-ci aspirent désespérément à un leadership puissant et habile à défendre et à faire connaître leurs causes.

Et, tout naturellement, pour les Palestiniens assiégés dans la bande de Gaza, Erdoğan est en passe de devenir un membre de la famille, un héros populaire, un nouveau Gamal Abdel Nasser (qui fut le président de l'Egypte de 1954 à 1970).

Ce sentiment, toute la population du Moyen-Orient le partage...

Ramzy Baroud

[Ramzy Baroud [site : <http://www.ramzybaroud.net>] est chroniqueur dans plusieurs journaux dans le monde entier, il est le rédacteur en chef du site PalestineChronicle.com. Son dernier livre, [My Father Was a Freedom Fighter: Gaza's Untold Story](#), vient d'être édité par Pluto Press, à Londres].

Ramzy Baroud on Asian Times.com,

27 janvier 2010

Traduit de l'anglais par Marcel Charbonnier

27/1

http://www.palestine-solidarite.org/analyses.Ramzy_Baroud.270110.htm

2-14 Juan Gelman : Ce que pensent les Us américains d'en bas et ceux d'en haut : Le borgne est roi.

Ce que pensent les Us américains d'en bas et ceux d'en haut :

Les Usaméricains estiment que leur pays est en train de jouer un rôle moins important qu'avant sur la planète: tel est le résultat d'une enquête que le Pew Research Center for the People & the Press de New York a mené en

novembre et a fait connaître ce mois-ci, intitulée "La place qu'occupent les USA dans le monde" (www.people-press.org/report/569).

De 45 pour cent des sondés qui il y a une décade pensaient que cette place était la plus importante on est passé à 25 pour cent

et ceux qui croyaient le contraire est passé de 28 à 41 pour cent.

Il y a plus:

49 pour cent-"la proportion la plus élevée en quasiment un demi-siècle d'enquêtes"- estiment aujourd'hui que les "USA devraient s'occuper de leurs propres affaires sur le plan international et laisser les autres pays s'occuper des leurs de la meilleure manière possible".

Et ensuite, un écrasant 78 pour cent des 2000 Usaméricains interrogés estiment que les USA devraient "se concentrer plus sur nos propres problèmes nationaux et construire notre force et prospérité à la maison", contre 14 pour cent qui penchent pour la proposition que les "USA doivent penser en termes internationaux". Une quelconque relation avec les guerres d'Irak et d'Afghanistan, plus d'autres qui apparaissent, n'est pas le produit du hasard.

Autre surprise:

- 44 pour cent pensent que la Chine jouit de l'économie la plus puissante du monde, contre 30 pour cent en 2008, et

- 41 pour cent considèrent que les USA sont passés au second plan en la matière, contre 27 pour cent l'année dernière.

Mais le plus important de l'investigation du Pew est qu'il a mené une enquête parallèle avec les mêmes questions auprès de 642 membres du Council of Foreign Relations (CFR) de Washington, un *think tank* ou plutôt un *braintrust* financé par 200 multinationales, qui regroupe 4200 ex-fonctionnaires de haut niveau et autres personnalités politiques, édite la prestigieuse revue *Foreign Affairs* (125.000 exemplaires) et oriente la politique extérieure des USA. Le CFR n'est pas le porte-parole de l'establishment, c'est l'establishment.

Les deux enquêtes révèlent qu'entre le citoyen usaméricain ordinaire et les élites du CFR il y a des brèches notables sur presque toutes les questions importantes, par exemple l'augmentation des troupes en Afghanistan décidée par Obama:

- les 50 pour cent des membres du CFR l'appuie contre à peine 32 pour cent des citoyens « ordinaires ».

- 40 pour cent des citoyens se prononcent pour la diminution des effectifs qui combattent en Afghanistan, contre 24 pour cent des interrogés du CFR.

A la question de savoir si les USA doivent jouer un rôle mondial "plus agressif", seulement 19 pour cent des premiers répondent par l'affirmative, contre 62 pour cent des seconds. Il n'est pas difficile d'entrevoir la pensée du CFR.

Une chose intéressante est comment les uns et les autres perçoivent Israël et son conflit avec les Palestiniens.

Ce sont 51 pour cent du public général qui se prononce en faveur d'Israël, posture qu'adoptent seulement 26 pour cent des sondés du CFR.

30 pour cent des premiers jugent que la Maison Blanche appuie trop Israël, à comparer avec 67 pour cent des derniers, lesquels de plus évaluent que l'Etat sioniste n'est pas une priorité pour Washington.

Dans la liste de pays qui seront dans l'avenir "les alliés et associés les plus importants des USA", seulement 4 pour cent des interrogés du CFR incluent Israël,

très loin de la Chine (58 pour cent),

de l'Inde (55), du Brésil (37),

de l'Union Européenne (19),

de la Russie (17),

du Japon (16),

du Royaume-Uni, du Canada, de l'Indonésie, de l'Australie et autres.

Quand on a demandé à ceux des élites quels seraient les alliés les moins importants, ils ont classé Israël en 23^{ème} position derrière le Canada, entre autres, et la Turquie, l'Egypte et l'Arabie Saoudite dans la région du Moyen-Orient.

Il ressort de ces données que l'opinion publique s'en tient à l'information des grands médias, très favorables à la politique de Tel Aviv grâce à l'excellent travail de l'actif lobby pro-Israélien US.

Il ne s'agit donc pas seulement du travail du Comité des Affaires Publiques USA-Israël (l'Aipac).

Une enquête du *New York Times* a révélé que, derrière les "analystes militaires" qui apparaissent dans différentes chaînes de télévision et stations de radio pour convaincre le public de la nécessité et de l'efficacité de la politique belliqueuse de la Maison Blanche

se trouve un appareil du Pentagone créé par W. Bush en 2005 qui continue à agir (nytimes.com, 20-4-08). "La majorité de ces analystes ont des liens avec des sous-traitants immergés dans la politique de guerre et on leur demande qu'ils l'avalisent sur les ondes".

Des commandants militaires et des fonctionnaires de la Maison Blanche du Département d'Etat et du Département de la Justice les préparent dans des réunions *ad hoc*. Logique: l'Histoire enseigne que les chevaux de Troie doivent être bien faits.

Juan Gelman

Traduit par Gérard Jugant.

Édité par Fausto Giudice

<http://www.tlaxcala.es/pp.asp?reference=9642&lg=fr>

2-15 Rapport Goldstone : Les poursuites judiciaires contre Israël, où en est-on?

Etat d'Israël, Etat criminel; où en sont les poursuites internationales?

Quelles suites juridiques au rapport Goldstone, accablant pour Israël?

Compte-rendu de la conférence organisée à l'Institut du Monde Arabe le 22 janvier 2010 par le Collectif d'associations franco-libano-palestiniennes ;

Les orateurs:

- Maître Gilles Devers, porte parole du collectif d'avocats à l'origine de la requête déposée auprès de la Cour Pénale Internationale

- Docteur Haytham Manna spécialiste du droit international, coordinateur de la coalition internationale contre les criminels de guerre

- Nicole KIL-NIELSEN, Parlementaire Européenne (membre de la "marche pour la liberté de Gaza)

-Un représentant d'Amnesty international

Le Dr. Haytam Manna, porte parole de la commission arabe des droits humains, a ouvert la cérémonie avec les informations suivantes: 250 ONG et plus ont porté plainte contre Israël pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité; plus de 200 preuves ont été réunies, attestant de l'utilisation d'armes interdites. Le rapport Goldstone a fait l'objet d'un vote à l'AG de l'ONU, et a été validé par la majorité. On attend maintenant que le procureur de la CPI saisisse la chambre préliminaire, après quoi le procès pourra avoir lieu. Les Gazaouis constituent un peuple orphelin, dans la mesure où il n'appartient à aucun Etat, mais il a demandé protection. C'est à ce titre qu'il doit avoir accès au droit international humanitaire, création encore balbutiante.

Maître Gilles Devers, docteur en droit HDR, nous a parlé des sanctions sur l'illégalité du blocus ainsi que de l'avancement de la procédure devant la Cour Internationale et des progrès qui ont été réalisés en une année. Il n'y a plus de doute : l'opération "plomb durci" est bien un crime contre l'humanité. Il y a eu deux rapports : celui de la Ligue arabe et le rapport Goldstone. Ce dernier a été homologué par le Conseil des droits de l'homme. Il y a eu en cours trois actes juridiques dans trois pays : GB, Norvège et Afrique du Sud.

Il y a également eu 62 missions d'enquête régionales et internationales. La coordination comporte près de 500 ONG, qui en sont toutes membres.

D'autres plaintes pourraient être déposées:

pour l'occupation illégale de Jérusalem est, et la démolition de bâtiments n'appartenant nullement à l'Etat d'Israël pour la colonisation de terres étrangères, par l'agression

Contre les entreprises complices, soit dans l'exportation des produits des colonies, soit dans la production sur les terres occupées illégalement. Il faut savoir que ces entreprises ne jouissent d'aucune protection diplomatique; il s'agit de simples rouages du crime.

Les accords de coopération UE – Israël sont un véritable aspirateur à fraudes, pour écouler la production des colonies. Ces accords avaient été gelés un temps, en théorie; mais ce n'était que du vent, le pouvoir exécutif dans l'UE ne tient pas compte des avis des députés...

Mme Nicole KilNielsen, députée pour la liste Europe Ecologie, a fait la marche pour Gaza, et peut témoigner qu'il y a une punition collective permanente contre les habitants de Gaza. Même si la marche n'a pu arriver jusqu'à Gaza, le fait que 1400 personnes aient pu dénoncer le blocus de Gaza était d'une grande importance.

L'UE dispose des mécanismes pour exiger le contrôle de l'origine précise de chaque produit, par des douaniers indépendants; actuellement, toute la chaîne administrative est aux mains des Israéliens! Agrexpo devrait être rapidement dissuadée de poursuivre ses activités: il suffit de faire saisir ses produits, de façon à "taper dans l'équilibre économique" qu'elle permet: il est facile de provoquer la ruine du système.

La Cour européenne va préciser incessamment que les frontières d'Israël sont celles de 1967. En 2004, les Etats se sont engagés à faire appliquer le droit humanitaire international. Or un Etat ne peut avoir qu'une parole....

La CPI rassemble 110 pays dont 30 européens: ils peuvent constituer un contre pouvoir, réel!

Qu'entend-on par compétence universelle?

Les lois françaises ne la reconnaissent à la France que pour les accusations de torture. Mais il faut s'en servir: nous pouvons donc instruire pour des crimes commis en dehors de la France, sans participation de Français, ni comme victimes ni comme agresseurs.

Le Dr Haytam Manna précise qu'au départ, lors de la première réunion pour exiger la mission d'enquête de Goldstone à l'ONU, FIDH, Amnesty International et U N Watch se sont fait remarquer par leur absence.. HR Watch avait même insulté Goldstone....

Le représentant d'Amesty International répond que si AI n'a pas été dans les premières ONG à dénoncer les crimes israéliens, pèse maintenant de tout son poids; il explique qu'il est utile d'exiger aussi des Palestiniens une mission d'enquête sur les crimes de guerre commis dans leur camp de façon à ne pas être réfutée pour partialité; une fois cette objectivité établie, la différence d'échelle entre crimes israéliens et palestiniens ne peut être réfutée par personne. Et les Etats se trouvent obligés de reconnaître l'ensemble des crimes israéliens.

Les interventions du public ont été diverses mais convergentes:

ne pas oublier que l'option d'un seul Etat avec les mêmes droits pour tous les habitants est la seule option à la fois juste et raisonnable.

- Le devoir de mémoire s'applique aux Palestiniens; ne pas oublier que l'origine de la surpopulation dans les territoires occupés et à Gaza est l'afflux de réfugiés chassés de chez eux.

Israël est le fossyeur de l'Europe, dans la mesure où il amène l'Europe à renier constamment ses principes, en

prétendant que les Palestiniens payent pour la Shoah.

Un Français a le droit de faire un service militaire dans l'armée israélienne. A-t-il aussi le droit de combattre avec les Palestiniens?

- Il faut rayer Hamas de la liste des organisations terroristes, et faire condamner les Franco-Israéliens qui ont participé à la guerre.

La résistance de Gaza est remerciée pour avoir ré-internationalisé le conflit, que les Israéliens voulaient confiner dans une fausse dimension islamique, de façon à la situer dans une impasse et à démobiliser la solidarité.

L'Association Entre la Plume et l'Enclume était présente: nous avons tenu une table de presse où nous avons présenté nos ouvrages de la collection "Manifestes" et le livre d'Israël Shamir Les Maîtres du Discours.

G.H.S. et M.P.

voir également <http://www.icawc.net>

www.justiceforpalestine.org

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19